LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE JACQUES VIENS, COMMISSAIRE

AUDIENCE TENUE AU COMPLEXE NEOSKWESKAU 206, MAIN STREET MISTISSINI (QUÉBEC) GOW 1CO

LE 20 JUIN 2018

VOLUME 118

Monique J. Leclerc, O.C.R.

Sténographe officielle
STENOEXPRESS
201 ch. de l'Horizon,
Saint-Sauveur (Québec) JOR 1R1

COMPARUTIONS :

POUR LA COMMISSION :

Me DONALD BOURGET

Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU

INTERVENANTS:

Me JOHN HURLEY pour le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement Cri

TABLE DES MATIÈRES

Liste des pièces cotées4
Préliminaires5
PI-1818
PI-1932
PI-2032
PI-2132
Abel Bosum
Bill Namagoose81
Me John Hurley81

LISTE DES PIÈCES COTÉES

P-576	Engagement déposé6
P-577	Engagement déposé6
P-649	Déclaration - Témoin #481, HC-638
P-650	Déclaration - Témoin #482, PI-149
P-651	Déclaration - Témoin #483, HC-6410
P-652	Déclaration - Témoin #484, HC-6511
P-653	Déclaration - Témoin #485, HC-6611
P-654	Déclaration - Témoin #486, PI-15
P-655	Déclaration - Témoin #487, William Amarualik13
P-656	Déclaration - Témoin #488, PI-1614
P-657	Déclaration - Témoin #489, Marcel Boivin14
P-658	Déclaration - Témoin #490, HC-6715
P-659	Déclaration - Témoin #491, Noëlla André16
P-660	Déclaration - Témoin #492, PI-1717
P-661	Déclaration - Témoin #493, Jimmy Etapp17
P-662	Déclaration - Témoin #494, Nellie Wapachee18
P-663	En liasse, présentations PowerPoint, anglais et français80
P-664	Statement by Grand Chief Dr. Abel Bosum80
P-665	Remarks of Grand Chief Dr. Abel Bosum80

1	OUVERTURE DE LA SÉANCE
2	LA GREFFIÈRE :
3	Commission d'enquête sur les relations entre les
4	Autochtones et certains services publics du Québec,
5	présidée par l'honorable Jacques Viens, est
6	maintenant ouverte.
7	L'HONORABLE JUGE JACQUES VIENS (LE COMMISSAIRE) :
8	Alors good morning, bonjour. Cette dernière
9	journée d'audience à Mistissini et avant les
10	bon, ce qu'on peut appeler les vacances d'été,
11	parce qu'en juillet il y aura pas d'audiences,
12	alors, je comprends, Me Bourget, que vous
13	représentez la Commission ce matin?
14	Me DONALD BOURGET,
15	PROCUREUR POUR LA COMMISSION :
16	Oui.
17	LE COMMISSAIRE :
18	Et que vous allez nous présenter des tableaux de
19	déclaration avant que nous procédions à des
20	témoignages rapportés par Madame De Champlain.
21	Ensuite nous suspendrons et nous recevons, nous
22	avons l'honneur de recevoir le Grand Chef Abel
23	Bosum et Monsieur Bill Namagoose ce matin pour
24	qui seront les derniers témoins avant la cérémonie
25	de clôture qui aura lieu après-midi. Alors, je

1	vous laisse aller avec les déclarations, je
2	comprends qu'on va le faire en français, ça va
3	aller plus rapidement. Ça va?
4	Me DONALD BOURGET :
5	Oui, bonjour Monsieur le Commissaire, et
6	effectivement, c'est ma collègue, Me Denis-Boileau
7	qui va effectivement présenter les témoignages de
8	Monsieur Bosum et Namagoose. Pour l'heure nous
9	avons certains dépôts de documents à faire.
10	D'abord
11	LE COMMISSAIRE :
12	Allons-y.
13	Me DONALD BOURGET :
14	il y a eu des engagements qui avaient été pris
15	par le Procureur général et engagement qui étaient
16	respectés dont nous avons reçu les pièces en en
17	regard, là, de l'Engagement No. 576, donc la pièce
18	a été déposée sous la cote P-576. Donc, engagement
19	respecté.
20	- PIÈCE COTÉE P-576 -
21	Tout comme dans l'Engagement 577 qui devient donc
22	la pièce P-577.
23	- PIÈCE COTÉE P-577 -
24	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU,
25	DDOCIDEIDE DOID I.A COMMISSION .

1	Tout à fait.
2	Me DONALD BOURGET :
3	Nous avons par la suite plusieurs documents à
4	déposer, donc qui tiendront lieu de témoignage.
5	D'abord le Témoin #486 pour lequel nous demandons
6	une ordonnance de huis clos.
7	LE COMMISSAIRE :
8	Quatre cent on va commencer avec 481, c'est
9	peut-être une bonne idée.
10	Me DONALD BOURGET :
11	Oui, excusez-moi.
12	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
13	481, oui.
14	Me DONALD BOURGET :
15	Mes vieux yeux me jouent des tours. 481, vous avez
16	raison, pour lequel on demande une ordonnance de
17	huis clos qui porterait le numéro 63 en raison de
18	sujets concernant la Protection de la jeunesse.
19	LE COMMISSAIRE :
20	Bon, alors considérant que la Commission entend
21	produire une déclaration concernant un cas d'espèce
22	relevant de l'application de la Loi sur la
23	Protection de la jeunesse concernant considérant
24	aussi les dispositions des Articles 11.2, 11.2.1,
25	82, 96 de la Loi sur la Protection de la jeunesse,

1	alors j'ordonne que la déclaration qui sera
2	produite le soit en étant caviardée de façon à ne
3	pas permettre l'identification des personnes
4	impliquées, enfants ainsi que parties, et j'ordonne
5	qu'il soit interdit de divulguer, de publier, de
6	communiquer ou de diffuser toute mention qui
7	pourrait permettre d'identifier ces personnes. Et
8	je comprends que le caviardage a déjà été effectué?
9	Me DONALD BOURGET :
10	Effectivement, donc il s'agit
11	LE COMMISSAIRE :
12	Par le personnel de la Commission alors je vais
13	autoriser la production de cette pièce qui sera
14	649, si j'ai bien compris?
15	Me DONALD BOURGET :
16	Dépôt de la déclaration caviardée.
17	- PIÈCE COTÉE P-649 -
18	LE COMMISSAIRE :
19	Le dépôt de la déclaration qui est déjà caviardée.
20	Et voilà.
21	Me DONALD BOURGET :
22	Le deuxième témoignage déposé sous forme de
23	déclaration porte le #482 et compte tenu de
24	l'inconfort à témoigner publiquement devant la
25	Commission nous demandons une protection d'identité

1 qui porterait le numéro 14 pour le dépôt de cette 2 déclaration également caviardée. 3 LE COMMISSAIRE : Bon, alors, considérant comme j'ai eu l'occasion de 4 le souligner à plusieurs reprises, qu'afin de 5 6 favoriser la réception de témoignages, de 7 déclarations sous forme de témoignage qu'on peut faire à huis clos ou encore de déclaration en 8 9 protégeant l'identité des personnes qui le 10 souhaitent, alors je vais ordonner que l'identité 11 de la personne dans le dossier Témoin #482 soit 12. protégé. Ce sera le PI-14, protection d'identité 13 14, et que je fais permettre que la déclaration 14 soit produite sous pièce 650 en étant, évidemment, 15 caviardé de façon à protéger l'identité de la personne faisant cette déclaration. 16 - PIÈCE COTÉE P-650 -17 18 Me DONALD BOURGET : 19 Le prochain témoignage #483, encore là il s'agit 20 d'une déclaration déjà caviardée avec une demande 21 d'ordonnance de huis clos portant le numéro 64 22 concernant, effectivement, la Protection de la 23 jeunesse. 24 LE COMMISSAIRE :

Alors, considérant qu'il s'agit d'une matière

1 relevant de la Protection de la jeunesse, il y aura 2 ordonnance de huis clos, 64, et je comprends que 3 vous procédez par production de la déclaration qui 4 a déjà été caviardée de façon à éviter l'identification des personnes impliquées, enfants, 5 6 et adultes, et autres. Alors, je vais ordonner à 7 quiconque de... je vais interdire que soit divulgué, publié, ou communiqué ou diffusé 8 9 l'identité des personnes impliquées dans ce dossier 10 huis clos 64 et permettre la production de la 11 déclaration qui sera P-651, déclaration déjà 12 caviardée de façon à respecter l'ordonnance. - PIÈCE COTÉE P-651 -13 Me DONALD BOURGET : 14 15 Prochain témoin, #484, avec une ordonnance de huis clos numéro 65 concernant la Protection de la 16 17 jeunesse, déclaration caviardée également. 18 LE COMMISSAIRE : 19 Alors, pour les mêmes motifs que dans le dossier 20 précédent, dans le dossier huis clos 65 il y aura 21 interdiction à quiconque de divulguer, publier, 22 communiquer, ou diffuser les... toute mention 23 susceptible de permettre l'identification des 24 personnes concernées par la déclaration, 25 déclaration qui a déjà été caviardée de façon à

1 protéger les mesures dont la publication est 2 interdite et qui sera déposée sous pièce 652. - PIÈCE COTÉE P-652 -3 Me DONALD BOURGET : 4 Prochain dépôt, témoin #485, effectivement donc 5 ordonnance encore là recherchée de huis clos numéro 6 7 66 concernant la Protection de la jeunesse, déclaration caviardée. 8 9 LE COMMISSAIRE : 10 Alors, encore ici, comme il s'agit d'une matière 11 relevant de la Protection de la jeunesse et 12 considérant les articles 11.2, 11.2.1, 82 et 96 de 13 la Loi sur la Protection de la jeunesse, il y a interdiction à quiconque de divulguer, publier, 14 15 communiquer ou diffuser toute mention susceptible 16 de permettre l'identification des personnes 17 concernées par cette déclaration qui, je comprends, 18 a déjà été caviardée de façon à respecter 19 l'ordonnance et qui sera maintenant produite sous 20 pièce 653. - PIÈCE COTÉE P-653 -21 22 Me DONALD BOURGET : 23 Témoin #486 avec une ordonnance de protection 24 d'identité numéro 15, déclaration caviardée 25 également.

1 LE COMMISSAIRE : 2 Si je comprends... si je comprends bien il s'agit 3 d'une déclaration donnée par quelqu'un qui souhaite 4 son identification... son identité protégée? 5 Me DONALD BOURGET : 6 Protégée étant donné son inconfort de témoigner 7 publiquement. 8 LE COMMISSAIRE : 9 Et pour les mêmes motifs soulignés précédemment, il 10 est préférable d'avoir une déclaration en 11 protégeant l'identité que de ne pas avoir de 12 déclaration du tout. C'est pas mal plus utile pour 13 nos travaux d'avoir de l'information. Alors, 14 considérant les commentaires, j'ordonne la 15 protection de l'identité du témoin dans le dossier 16 486 et j'ordonne que la déclaration qui sera 17 produite, bien, soit caviardée, et je comprends que 18 ça a déjà été fait, de façon à protéger l'identité 19 et que cette déclaration sera maintenant produite 20 sous pièce 654. - PIÈCE COTÉE P-654 -21 22 Me DONALD BOURGET : 23 C'est bien ça, monsieur le Commissaire. Témoin 24 #487, il s'agit de Monsieur William Amarualik, donc 25 il y a aucun caviardage, il y a aucune ordonnance

1 recherchée, donc se serait purement et simplement 2 un dépôt de sa déclaration comme la pièce 655. 3 LE COMMISSAIRE : 4 Bon, alors pour tenir lieu du témoignage de Monsieur William Amarualik, je prends note que vous 5 6 produisez son... sa déclaration sous pièce 655. 7 Me DONALD BOURGET : 8 Intégralement. 9 LE COMMISSAIRE : 10 Intégralement. 11 - PIÈCE COTÉE P-655 -12. Me DONALD BOURGET : 13 Témoin #488, protection d'identité recherchée 14 compte tenu de l'inconfort à témoigner publiquement 15 sous... donc une ordonnance recherchée sous PI-16, 16 déclaration caviardée. 17 LE COMMISSAIRE : 18 Alors, pour les mêmes motifs que précédemment, afin 19 de protéger l'identité du témoin dans le... du 20 témoin dans le dossier #488 et bien il y aura 21 interdiction de divulguer, publier, communiquer ou 22 diffuser tout renseignement permettant d'identifier 23 la personne dans le dossier 488. Et ce sera sous 24 protection d'identité 16 et il y aura production de 25 la déclaration caviardée en conséquence de

1	l'ordonnance sous pièce 656.
2	- PIÈCE COTÉE P-656 -
3	Me DONALD BOURGET :
4	Prochain témoin #489, Monsieur Marcel Boivin, il y
5	a deux déclarations donc ce serait pour produire en
6	liasse sous la cote P-657, et effectivement avec
7	une autorisation de caviardage pour les noms de
8	certaines personnes mentionnées dans le récit.
9	LE COMMISSAIRE :
10	Bon, alors considérant que pour tenir lieu de
11	témoignage de Monsieur Boivin, le témoin 489, il
12	doit y avoir caviardage du nom de certaines
13	personnes, ce qui a déjà été fait si je comprends
14	bien?
15	Me DONALD BOURGET :
16	Qui a déjà été fait, la déclaration a été
17	caviardée, effectivement.
18	LE COMMISSAIRE :
19	Alors, il y aura production sous pièce 657 en
20	liasse de la déclaration ou des déclarations de
21	Monsieur Boivin, en tenant compte de la du
22	caviardage des noms des personnes impliquées.
23	- PIÈCE COTÉE P-657 -
24	Me DONALD BOURGET :
25	Témoignage #490, concernant Protection de la

1 jeunesse donc une demande de huis clos numéro 67 2 pour une déclaration caviardée. 3 LE COMMISSAIRE : Bon, alors dans le dossier 490, qui viendras huis clos 67, et on parle ici de Protection de la 5 6 jeunesse ce qui nous amène en vertu des mêmes articles 11.2, 11.2.1, 82 et 96 de la *Loi sur la* 7 Protection de la jeunesse à ordonner d'interdire à 8 9 quiconque de divulguer, publier, communiquer ou 10 diffuser le témoignage en question et, évidemment, 11 comme il y a lieu de produire comme pièce... sous 12. pièce 658 le témoignage du témoin 490 dans le huis 13 close 67, bien en tenant compte qu'ont été caviardées - et c'est déjà fait si j'ai bien 14 15 compris? 16 Me DONALD BOURGET : 17 C'est bien ca. 18 LE COMMISSAIRE : 19 Qu'ont été caviardées toutes les informations 20 susceptibles de permettre l'identification des 21 personnes impliquées. Alors, la déclaration sera 22 produite sous 657(sic). - PIÈCE COTÉE P-658 -23 Me DONALD BOURGET : 24 25 Prochain témoin, Madame Noëlla André, #491.

1	LE COMMISSAIRE :
2	Je disais 657, 658.
3	Me DONALD BOURGET :
4	Oui, excusez-moi. Vous avez raison, monsieur le
5	Commissaire.
6	LE COMMISSAIRE :
7	Oui.
8	Me DONALD BOURGET :
9	Alors, prochain témoin Madame Noëlla André, oui, le
10	#491, sa déclaration caviardée sous la cote P-569,
11	caviardée pour la protection des noms de personnes
12	mentionnées dans le récit qu'il n'est pas
13	nécessaire, là, de divulguer.
14	LE COMMISSAIRE :
15	Bon, alors considérant qu'il y a lieu de caviarder
16	le nom de certaines personnes dans le dossier 491,
17	soumis par Madame Noëlla André, alors il y aura
18	caviardage des personnes concernées et production
19	de la déclaration ainsi caviardée sous pièce 659.
20	- PIÈCE COTÉE P-659 -
21	Me DONALD BOURGET :
22	Témoin #492, avec protection d'identité numéro 17,
23	pour les mêmes raisons d'inconfort, et production
24	en liasse, là, de déclarations caviardées.
25	T.F. COMMISSAIDE .

1 Bon, alors dans le dossier 492, il est question de 2 protection d'identité pour des raisons d'inconfort 3 du témoin, ce à quoi je vais faire droit, alors je 4 vais ordonner, interdire à quiconque de divulguer, publier, communiquer ou diffuser toute mention 5 permettant d'identifier le témoin dans le dossier 6 7 492 et ce sera protection d'identité 17. Et ensuite production avec les caviardages appropriés 8 9 afin de préserver l'identité du témoin en fonction 10 de l'ordonnance déjà rendue. Alors, la déclaration 11 sera produite sous pièce 660. - PIÈCE COTÉE P-660 -12 13 Me DONALD BOURGET : Monsieur Jimmy Etapp, témoin #493, dont la 14 15 déclaration intégrale est déposée sous la cote 16 P-661.17 LE COMMISSAIRE : 18 Bon, alors déclaration sous 661. 19 - PIÈCE COTÉE P-661 -20 Me DONALD BOURGET : 21 Et enfin dernier dépôt, le témoin #494, Nelly 22 Wapachi, documents déposés en liasse sous la cote 23 P-662 caviardées pour effectivement la protection 24 des noms des personnes mentionnées dans le récit. 25 LE COMMISSAIRE :

1 Alors, pour les raisons mentionnées j'ordonne le 2 caviardage du nom de certaines personnes dans la 3 déclaration de Nelly Wapachi qui sera produite sous 4 pièce 662 ainsi caviardée. - PIÈCE COTÉE P-662 -5 Me DONALD BOURGET : 6 7 Alors, ce qui termine le dépôt des pièces pour ce 8 matin. 9 LE COMMISSAIRE : 10 Ça va. Et je comprends que vous passez maintenant 11 à un témoin rapporteur? Me DONALD BOURGET : 12 13 Oui, effectivement, il s'agit d'un témoignage 14 rapporté par l'agent d'enquête Madame Michelle De 15 Champlain, avec une ordonnance de protection 16 d'identité du témoin concerné vu, effectivement, 17 son inconfort à témoigner publiquement. Il s'agit 18 de... du service de santé qui... des services de 19 santé qui sont concernés par le récit rapporté par 20 Madame De Champlain. 21 LE COMMISSAIRE : 22 Alors, nous allons procéder à l'assermentation de 23 Madame De Champlain, ensuite je prononcerai les 24 ordonnances appropriées et nous procéderons à 25 entendre le rapport de son... du témoignage qu'elle

VOLUME 118 20 JUIN 2018

1	a récolté.	
2	Me DONALD BOURGET	:
3	C'est ça.	
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		

- 19 -

VOLUME 118 20 JUIN 2018

1 Mme Michelle De Champlain 2 Témoin rapporteur 3 Affirmation solennelle 4 5 LE COMMISSAIRE : 6 Bon, alors j'ai compris que vous demandiez la 7 protection d'identité du témoin, donc Madame De 8 Champlain va rapporter maintenant le témoignage. 9 Me DONALD BOURGET : 10 Oui, et c'est effectivement la raison pour laquelle 11 il s'agit d'un témoignage rapporté (inaudible). 12 LE COMMISSAIRE : 13 Alors, ce sera sous PI... vous êtes à PI... Mª MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 14 15 18. 16 LE COMMISSAIRE : 17 18. Alors, j'ordonne à quiconque de... c'est-à-18 dire j'interdis à quiconque de publier, diffuser, 19 ou autrement répandre l'identité du témoin dans le 20 dossier que nous rapportera Madame De Champlain. 21 Alors, nous écoutons. 22 Mrs. MICHELLE DE CHAMPLAIN : 23 Well, thank you, I'm working as an investigator 24 agent for this Inquiry Commission and I met the 25 person directly and I recorded her sharing.

"I took my daughter many times to the 1 2 clinic here in Wemindji. In two thousand 3 eleven (2011) my daughter has respiratory problems, the day she was transported to Medevac in Chisasibi and Montreal I took 5 her in the morning at the clinic here in 6 7 Wemindji to make sure that nothing was wrong with her health but the clinic sent 8 9 her back home. 10 I didn't trust that decision because 11 I didn't think that she was well. Her 12 mouth started to turn blue so I called 13 the clinic right away and they told me to 14 bring her back. So I brought her to the 15 clinic and we waited for a while. 16 Finally, the doctor decided to send us to 17 the Chisasibi Hospital. 18 We arrived in the evening and the 19 medical workers took her immediately. 20 The doctor gave her a lot of medication, like puffers, every half an hour or less. 21 22 The next day one doctor analyzed her x-23 ray picture and he said that he wasn't 24 seeing anything and told me that he

wanted the opinion of another doctor.

1 Finally, they told me that she had a 2 pneumonia. When we arrived at the 3 Chisasibi Hospital I'm not sure it was... if it was a doctor or a nurse but they treated my daughter like someone who 5 stopped breathing. They didn't tell me 6 7 but I knew it was and I was scared. asked myself if I was losing my daughter. 8 9 I thought I was having a panic attack but 10 I just calmed myself. I wanted to 11 believe that she was okay even if she was 12 in a critical condition. 13 Question: Did somebody at the 14 hospital give you support at that time? 15 The answer was no. We left the Chisasibi 16 Hospital by Medevac at midnight for the 17 Montreal Children's Hospital. They said 18 that my daughter needed a certain kind of 19 medication that was available in 20 Montreal. 21 I was not with her in the plane 22 because they didn't want to. For sure I 23 didn't like it but at that point I just 24 wanted to trust the doctors so I took a 25 different Medevac plane.

1 I arrived first in Montreal awaiting 2 for her for about one hour at the 3 hospital before she arrived around two a.m. (2:00 a.m.). There was around three doctors and one of them was saying that 5 he didn't know how to make her better. 6 7 Then again I got scared. The doctor from Montreal asked me 8 9 more 10 than once if I took my daughter to the 11 clinic in Wemindji and I told them yes, 12 and more than one time. I went to the 13 clinic two days before the Medevac. 14 Question: Do you know why the 15 doctor asked you that question more than 16 once? Answer: Maybe because they didn't 17 believe me when I told them that I 18 brought my daughter to the clinic. I 19 felt like I didn't trust... they didn't 20 trust me and that I couldn't take care of 21 my daughter. Question: The first time 22 you went to the clinic in Wemindji, what 23 did they told(tell) you? The answer: A 24 doctor told me that she was fine and she 25 sent me home.

1 My daughter stayed ten days at the 2 Montreal Children's Hospital and I stayed 3 with her all the time. Even during those days the doctors kept asking me if I brought my daughter to the clinic. It 5 felt like I was neglecting her. I think 6 7 the clinic in Wemindji should report every visit that we make. 8 9 There was another situation with my 10 other daughter, I cancelled two visits to 11 the Montreal Children's Hospital, one 12 because of sickness and the other visit was cancelled because we were on the 13 transportation list. The nurse called me 14 15 and say, you know, your daughter missed 16 too much appointments here in Montreal, 17 if you don't come now I'm going to call 18 the Youth Protection. I think the nurse 19 didn't know the reason why I didn't go. 20 I was really mad. 21 Question: What is your opinion 22 about the clinic in Wemindji? The 23 answer: I think they are sloppy. In 24 Wemindji when somebody is sick, people

talk to each other in details about their

1 physical condition and what's going on in 2 their body. I hear a lot of symptoms 3 about people so by curiosity I go on Internet... I go on the Internet to know more about the symptoms and there's a lot 5 of information. I think that the clinic 6 7 staff don't really search further and don't take the time to take care of 8 9 people here. They don't even give good 10 medication to patients. 11 I know that some clients don't go 12 back because they don't... sorry, they 13 know that the staff will tell them to 14 take Tylenol and send them back home. 15 That's what people are complaining about. 16 The nurse does not understand why the 17 clients don't come back. And I heard one 18 nurse swear against a client because he 19 didn't show up. Maybe it could be 20 frustrating for them because they don't 21 do a good job. 22 Question: Do you think that the 23 nurses have experience? Answer: No. 24 Mostly from what I know they just 25 finished college and university, they are

1 very young. We have doctors at the 2 clinic, some get sometimes frustrated. One that we had was very nice and very 3 informative but after a while she was bitter. 5 Question: Do you think they 6 7 understand the culture? The answer was: No, they don't understand us. Some Crees 8 9 are embarrassed or uncomfortable to talk 10 in English. I was like that before. We 11 don't always say please or thank you all 12 the time, and it's not because we're not 13 polite, it's not bad manners, it's just the way we are, and I don't think that 14 15 they understand that. They should not 16 take it personally, they should know 17 better about us before coming to work in 18 our community. 19 There is another situation that I 20 wanted to share regarding my other 21 daughter. In April or May two thousand 22 twelve (2012) she was at her aunt and I 23 receive a call from her around ten 24 (10:00) p.m., ten o'clock p.m. to let me

know that she had fever. So I asked her

1 to give her Advil and see the result. 2 She brought my daughter home at one 3 (1:00) a.m. because she still had a fever so I gave her Advil. I called the nurse at the clinic and 5 6 told her that my daughter had fever and 7 was crying every time she was waking up. The aunt and I had miscommunication about 8 9 the Advil so my daughter took two Advil 10 in two hours. I told the nurse that too. 11 I was worried. I even said to her that 12 maybe it was her appendix. The nurse 13 proposed I let her sleep until the 14 morning. 15 Next day in the morning, at nine 16 (9:00), I brought my daughter at the 17 clinic and they sent her to Val d'Or by 18 Medevac. She had appendicitis and it was 19 really infected. Sometimes I feel that 20 they just don't believe us when we say 21 that our child is sick. 22 Ouestion: Does the clinic have a 23 doctor at night? The answer was: Not 24 all the time but they always have the 25 option to call one. Question: How did

1 they treat you at the Val d'Or 2 Hospital? The answer: The nurse 3 insisted that I force my daughter to eat but she was vomiting everything that she consumed, even water, but they kept... 5 insisted and they told me that I should 6 7 have been... sorry, that she should have 8 been better by now. 9 One of the nurses asked me if I 10 wanted to talk to the doctor but when I 11 ask him questions he was mad at me. 12 don't know he was like that. I felt that 13 I was disturbing him but in the meantime 14 I was worried for my daughter. The 15 doctor told me at that moment that my 16 daughter was really infected. He never 17 took the time to tell me that before. I 18 felt that I was ignored. 19 Today my daughter is doing well but 20 sometimes she's complaining that she had 21 pain in her stomach. The doctor told me 22 that if she has pain I have to bring her 23 to the clinic. That is what I'm doing 24 but they don't do anything. They don't 25 take the blood pressure or anything.

1 Question: What will be your recommendation to improve the health 2 3 services for the indigenous people? Answer: It seems that sometimes the non-5 natives get frustrated. At first they are happy to be in our community and 7 hoping to learn about us, but after a while they get frustrated. 8 9 We are happy to welcome everybody 10 and receive new people. The staff should 11 not take personally our manners and learn 12 better about our culture and how we are. 13 I remember one nurse who brought... one 14 of the native patients didn't want to 15 talk to her but I was... but it was just 16 because the patient... that patient was 17 not comfortable. 18 Sometimes the patients don't know 19 what to say to the nurse or doctor and 20 the professional should know how to ask 21 more questions. It happened to me 22 before, I didn't really know what to say 23 so they should ask more questions to us 24 and be more informative. 25 The clinic staff should trust more

the parents when they say that their child is sick. It often happens when... that they send them home and the health of the child is getting worse. The patient... no, sorry, the parents are complaining about the fact that the staff doesn't listen to them and looks like they don't... they just don't trust what they say.

Also, as a parent we need to be able to be in the transportation Medevac with

Also, as a parent we need to be able to be in the transportation Medevac with our child. They need us to be around. The mother knows what her child needs so it's important.

My son and I were in North Bay and he had a cold. I was watching him closely because he wasn't getting better. I went to the clinic in North Bay, then they sent us home but I took him back the next day because he was getting worse. The doctor knew right away that my son was developing pneumonia, they gave him antibiotics and they asked us to come back in the morning to make sure that he was alright. My son never developed

1	anything after that.				
2	I think that the clinic in our				
3	community should learn from the clinic in				
4	North Bay and be more aware."				
5	Me DONALD BOURGET :				
6	Thank you. It's witness #495 and okay, so you				
7	go on with the next one.				
8	THE COMMISSIONER :				
9	Yes.				
10	Me DONALD BOURGET :				
11	The next testimony is will be reported by the				
12	investigator agent, Mrs. Michelle De Champlain				
13	again, with an order for the protection of the				
14	witness's identity. Just note that the that's a				
15	story but three members of the family participated				
16	to the the story itself and they are				
17	uncomfortable to testify publicly.				
18	THE COMMISSIONER :				
19	Okay.				
20	Me DONALD BOURGET :				
21	And that's concerning the way their mother was				
22	treated at the Val d'Or Hospital.				
23					
24					
25					

- 31 -

VOLUME 118 PI-19 20 JUIN 2018 PI-20 PI-21

1 THE COMMISSIONER:

2	Okay. So we'll have an order to protect the
3	identity of the person persons giving the
4	declaration. It will be protection of identity
5	number
6	Me DONALD BOURGET :
7	It's not youth protection it's protection of
8	identity 19, 20 and 21.
9	THE COMMISSIONER :
10	19 okay.
11	Me DONALD BOURGET :
12	And witnesses #496, 497 and 498.
13	THE COMMISSIONER :
14	And it will be under the same oath for Madame De
15	Champlain.
16	Mrs. MICHELLE DE CHAMPLAIN :
17	Okay. So like Me Bourget said, I met three
18	persons, they were all related, there was a Mom,
19	
	her daughter, and the sister of the Mom that we
20	call the aunt in this this declaration. Mostly
21	it was the daughter who talked, who shared the
22	story, there's a part where the aunt shared her
23	experience so I will specify whose talking.
24	THE COMMISSIONER :
25	I'm listening to you.

Mxc	MICUPITE	שת	CHAMPLAIN	
Mrs.	MICHELLE	DE	CHAMPLAIN	

Thank you. So the daughter said:

"It happened around end of August, early September two thousand fourteen (2014), my mother had told me a couple of days before that she was not feeling well but we thought it was something kind of natural. And then one day I went to the house, she was just in so much pain that she was literally rolling around on the floor. I said we've got to go to the clinic.

She was very well treated here at the clinic, I think it happened mostly in Val d'Or where she had to be transferred. The plane didn't leave after midnight or so. I got a call from my aunt in the middle of the night, she accompanied my mother, she told me that... she told me they wouldn't treat my Mom because she didn't have a valid health card. They were expecting us to pay before treating her. I told my aunt that it shouldn't be an issue and I just reassured her that I'll pay and that they could contact me

VOLUME 118 20 JUIN 2018

1	about the payment.
2	At the Emergency in Val d'Or my
3	cousin was there, the waiting was long
4	because the Admission wanted to make sure
5	that they were going to get paid so they
6	didn't treat her right away."
7	This part is the aunt who's talking.
8	"The first male doctor who saw my
9	sister asked her if she has been shot
10	because she had a pellet in her stomach.
11	He didn't care, like it didn't matter.
12	Then a woman doctor came and she said I
13	understand why that pellet was there. We
14	eat wild meat and sometimes there can be
15	some pellet piece in the meat.
16	The woman doctor was very helpful in
17	understanding. She took the time to
18	explain that she had to cut in each of
19	her intestine because it was twisted.
20	She operate right away.
21	About the Cree patient services they
22	were okay but we were expecting more,
23	like I expected them to pick up to
24	pick me up to go to the hospital and we
25	had to take taxis."

VOLUME 118 20 JUIN 2018

And the last part it's the daughter who is talking.

"I paid seven thousand (7,000) for the treatment. The (inaudible) from Wemindji to Val d'Or was covered by the Cree Health Board so it was the duration of her stay in the hospital plus the surgery that I paid. We received the letter from the hospital after but the information was all in French, I had to request the information in Cree or in English.

We had to fill an application and write a letter to the Régie de l'assurance-maladie du Québec, the RAMQ, to explain the situation on January two thousand fifteen (2015). I had all the information in the invoice from the hospital and what I needed to do. The delay for the refund was good, I was actually surprised that it take too long, about six months.

So I don't think there's any concern about the treatment that my mother received, it was more about the approach

VOLUME 118 PI-19 20 JUIN 2018 PI-20 PI-21

l	that we initially got they're asking us
2	to pay right away before being treated
3	and the attitude of the first doctor.
4	There wasn't any complaints
5	submitting submitted about the
6	situation. Question: Do you have any
7	recommendation? The answer: It will be
8	the culture, the culture awareness. The
9	second doctor was very understanding, she
10	knew a little bit about First Native, how
11	they live, that people could eat wild
12	meat with pellets and that it's not
13	anybody's fault, that sometimes they just
14	don't understand."
15	THE COMMISSIONER :
16	Thank you.
17	Me DONALD BOURGET :
18	Thank you.
19	THE COMMISSIONER :
20	So I understand it concludes reported declarations
21	for this morning?
22	Me DONALD BOURGET :
23	This is it for this morning and
24	THE COMMISSIONER :
25	You don't have any documents, anymore documents to

VOLUME 118 PI-19 20 JUIN 2018 PI-20 PI-21

1	file?
2	Me DONALD BOURGET :
3	No.
4	THE COMMISSIONER :
5	No.
6	Me DONALD BOURGET :
7	It's all for me.
8	THE COMMISSIONER :
9	So we'll suspend till before receiving the next
10	witness, the Grand Chief, Abel Bosum, and Bill
11	Namagoose, Executive Director.
12	Me DONALD BOURGET :
13	Very interesting testimonies to come.
14	THE COMMISSIONER :
15	Yes, they will be the last witnesses during these
16	hearings in Mistissini. So now we'll suspend.
17	Me DONALD BOURGET :
18	Thank you, Mr. Commissioner.
19	LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :
20	La Commission suspend.
21	SUSPENSION
22	
23	REPRISE
24	LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :
25	La Commission reprend ses audiences.

1	LE COMMISSAIRE :
2	So welcome back, Me Denis-Boileau, I understand you
3	will present the next witnesses?
4	Mº MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
5	Yes. So as you already understood, I took the
6	place of Me Bourget for this morning and this
7	afternoon as well. So this morning and this
8	afternoon we will be hearing from Grand Chef Abel
9	Bosum, the Grand Chief of the Grand Council of the
10	Crees of Eeyou Istchee. We will also be hearing
11	this afternoon from Mr. Bill Namagoose, the
12	Executive Director of the Cree Nation Government
13	and of the Grand Council of the Crees of Eeyou
14	Istchee, and they are with Me John Hurley, partner
15	at the firm Gowling WLJ, and also lawyer for the
16	Grand Council of the Crees and the Cree Nation
17	Government.
18	We can first assess the witnesses. Of course,
19	Me Hurley will be testifying on his oath of office.
20	THE COMMISSIONER :
21	Um-hum.
22	
23	
24	
25	

- 38 -

VOLUME 118 DR. ABEL BOSUM 20 JUIN 2018

1 2 3 4	Dr. Abel Bosum Grand Chief of the Council of the Crees (Eeyou Istchee) Solemn affirmation
5	
6	THE COMMISSIONER :
7	So Grand Chief Bosum, Mr. Namagoose and Me Hurley,
8	we are honored to receive you this morning at the
9	Inquiry Commission. We'll listen to you with great
10	care. We need to hear what you have to say to help
11	us helping you later. So Me Denis-Boileau
12	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
13	Thank you, Mr. Commissioner.
14	THE COMMISSIONER :
15	we're going with the witnesses.
16	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
17	Yes. So I will make just a very brief introduction
18	of what Mr. Bosum and Mr. Namagoose will be
19	presenting. So this morning Grand Chief Bosum will
20	address some broad orientations on certain
21	structural issues, as well as some specific sectors
22	that are under the scrutiny of this Inquiry.
23	After that we'll take a break for lunch and
24	this afternoon we will come back with Mr. Bill
25	Namagoose who will make a presentation on the key

milestones of the... in the history of the Cree 1 2 people of Eeyou Istchee and specifically in matters 3 of self-government and self-determination. 4 Grand Chief Bosum, I'm inviting you to make us your 5 presentation. GRAND CHIEF DR. ABEL BOSUM 6 7 OF THE COUNCIL OF THE CREES (EEYOU ISTCHEE) : (INTERPRETER: Thank you. I'm really thankful to be 8 9 here to talk to you.) 10 Commissioner Viens, on behalf of the Cree 11 Nation of Eeyou Istchee I wish to express our 12. sincere appreciations to you and your colleagues in 13 this Public Inquiry Commission, for your presence here in Mistissini over the past two weeks. And if 14 15 you will allow me I would like to make just a 16 summary in my language of the presentation that I 17 will be making this morning. 18 THE COMMISSIONER: 19 I'll be glad and we have a translator to help me 20 understand what you'll say in Cree. GRAND CHIEF DR. ABEL BOSUM : 21 22 (INTERPRETER: Thank you, Commissioner Viens. 23 First of all, I will be speaking of ... I want to 24 touch on some stuff that are essential to this 25 inquiry. This is not the first time we're here,

mistreatment to the indigenous there's a lot
happening in Canada, there's the National Inquiry,
there's a provincial inquiry, and there are some
stories, many stories we've heard, a lot have been
made on paper, to look for a solution, to look for
solutions for.. for the future. That's what I want
to touch on first. What findings we have and how
we understand other people and how they want to
approach or how they submitted their
recommendations.

Here us Crees we have the James Bay Agreement that helped us to flourish our communities, a lot of that has helped us but there is still more to be done and we know there's... there are some of our people that are unfortunate that have to leave to the south and it seems like we've lost them and sometimes they go through other stuff over there that they go through and these are things that are important.

Sometimes we... we have relatives that have moved and cannot come back home and that's really unfortunate. But it's good to have these discussions, to invite people to come and speak, to look for solutions for the future.

This is what I want to touch on. Some of these

12.

things are policing, what's the difference between non-Cree policing and Cree policing, as we know they're not the same. And also housing, that's what we're lacking, and it shows. And it's not just us here it's all over Canada that... that's lacking in housing. That's how social problems are created.

Also the social... not social but economical development and education. And I also want to include the Cree hunters and the Cree culture. And I also want to tell Commissioner Viens that we are coming back in the fall and this is where we will give more information and recommendations and this is what I will touch on. Thank you.)

So over the past months the Commission has received a vast amount of evidence from a dozen of witnesses, including more than six hundred (600) Exhibits. We will be reviewing this material carefully over the coming months in order to submit a detailed brief and specific representation to the Commission this fall.

My colleague, Bill Namagoose will provide you in his presentation with the Cree prospective on our Treaty, the James Bay and Northern Quebec Agreement, and the evolution of Cree governance

12.

1 since nineteen seventy-five (1975).

My comments will address some broad orientation... orientations on certain structural issues, as well as some specific sectors.

The Cree approach has historically been oriented towards problem solving and proposing solutions. This approach has served the Cree Nation well over the past forty (40) years. It is the approach that we intend to follow with the Commission as we work together to identify what Donald Nicholls, our Director of Justice and Correctional Services has called "a path forward", or what the Truth and Reconciliation Commission has called "calls to action".

I'm going to begin with the orientations.

Taking the indigenous nations seriously. You will note in Mr. Namagoose's presentation a slide entitled "The Cree National Taken Seriously". Over the past fifty (50) years, much of the struggle of the Cree Nation has been simply to be taken seriously. That means being recognized as an autonomous indigenous nation with our own responsible government, our own institutions, our own needs, our own laws, as discussed by Paul John Murdoch on June eighth (8th), our own culture, and

1 our own ways of doing things.

Taking indigenous people seriously means treating us as adults. Simple to say but apparently hard to do for some non-indigenous institutions.

Many of the problems that we are wrestling with today come from a long history of treating indigenous people like irresponsible children, wards of the State who don't know what's good for them. That led to racist experiments, like the residential schools, breaking the bonds of family across the entire generation of indigenous communities.

Our people are still living with legacies today decades later. Many of the issues being addressed by the Commission stem directly from this experience.

If the Cree experience shows anything it is that after a shock... after the shock of the James Bay project, Cree life began to improve when we brought governments to take us seriously. That is what we mean by "nation to nation relationship". One based on the respect due to equal adult partners, not the paternalism shown to wayward children.

1 Treating people with respect builds their 2 self-respect, a vital ingredient in addressing the issues before the Commission. 3 4 Breaking down silos, an integrated approach. Professors Céline Bellot and Marie-Ève Sylvestre of 5 the "Observatoire sur les profilages" made it clear 6 7 in their December twenty sixteen (2016) report that a lack of coordination between services is 8 9 hindering an effective response to the needs of 10 indigenous people in urban centres like Val d'Or. 11 In point 4, and I quote, she writes: 12. "Generally speaking, social and health 13 services are insufficient and not enough consolidated to respond to the high and 14 15 complex social needs of the population of 16 Val d'Or. Although the situation has 17 improved since October 2015 there is a 18 lack of coordination and a linkage 19 between the different social services and 20 intervention sectors. Social actors 21 appear to be responding to the most 22 urgent needs repeatedly, running the risk 23 of conditions and social problems 24 becoming chronic." 25 And I added some emphasis there. Professor

22

23

24

25

2 integrated approach in responding to the needs of 3 the homeless indigenous persons in our cities. "Community resources should be better coordinated with both to respond to the 5 6 emergency situation, as well as long-term 7 social needs. Such resources must be 8 adapted to indigenous people in 9 accordance with their culture and legal 10 traditions. These services should 11 include mental health services, harm 12 reduction program in the case of alcohol, 13 as well as specific programs for vulnerable women." 14 15 Emphasis added again. The Cree Nation 16 Government supports this integrated approach, as 17 pointed out in the brief last September. Our 18 Department of Justice and Correctional Services is 19 collaborating with the Cree Health Board and Social 20 Services in the construction and operation of two 21 women's shelters. Operations at Robin's Nest in

Bellot and Sylvestre therefore recommended an

We are also partnering with the Cree Health

Waswanipi were inaugurated last September while

is being completed this year.

construction of the women's shelter in Waskaganish

Board for the construction and operation of a youth facility here in Mistissini for detention,

training, rehabilitation, prevention and engagement of Cree youth. We are working with the Cree School Board in providing educational and cultural activities for youth at risk.

We found that this cross sector approach is not just helpful but essential in addressing some of the challenges under the consideration by this Commission.

The Government of Quebec appears to favour a similar coordinated approach. In June twenty-eighth (28th), twenty seventeen (2017), the Government of Quebec released the "Do More Do Better" government action plan for social and cultural development where the First Nations and Inuit for years two thousand seventeen (2017) to two thousand twenty-two (2022). You call the "Action Plan".

In it Quebec indicates that it intends for the first time to consolidate the services and programs offered by its various departments to or for indigenous communities.

We can only support the principle of such an integrated approach, at the same time we must note

our concern with an apparent preoccupation with constitutional issues.

The Action Plan states that it must take into account the constitutional framework under which Canada has primary responsibility for community services on reserve, this situation, according to the Action Plan, imposes objective limits on Quebec's intervention due to its limited jurisdiction and resources.

The consultation document for the Action Plan initiative was released in January two thousand seventeen (2017). It also discusses the provisions of public services to indigenous peoples in terms of special legal context - bracket - and here I quote:

"Secondly, the Action Plan must be established in compliance and complementary with federal and provincial powers. With regard to the services such as health, education, employment, housing, et cetera, the provincial government becomes responsible once the applicant is no longer living on the reserve recognized under the Indian Act.

The Government of Quebec recognizes that

adapting its responses to the needs of
this growing client group, whose singular
cultural trades place it amongst
society's most vulnerable members, calls
for the right tool."

Emphasis added. This passage explicitly states that Quebec's responsibility for services, such as health, education, employment and housing, et cetera, to indigenous persons starts when they stop living on reserve.

It asserts that the responsibility for such services in the communities lies primarily with the federal government limiting Quebec's capacity to act. This focus on jurisdictional issues hinders achieving the Action Plan's state... the state object about improving living conditions for indigenous populations and improving access to Quebec's public service.

We must take issue with this point of view.

Our Treaty, the James Bay and Northern Quebec

Agreement, shows that constitutional concerns need

not stand in the way of effective service

integration. Under the James Bay and Northern

Quebec Agreement, the Cree work with both Quebec

and Canada as partners in ensuring health and

social services, education, police, justice, and community, and economic development in Cree communities.

There is no reason why the same comprehensive approach cannot be taken in other indigenous communities in Quebec. We must break down silos, whether administrative or judicial, in order to offer effective service to indigenous peoples, not retreat behind constitutional walls.

In the case of the Jordan's Principle, there was a denial of services, a form of discrimination, in our view to deny services based on constitutional or jurisdictional issues amounts, in practice, to discrimination against the indigenous peoples. Jordan's Principle supports this view and offers a path forward.

The First Nations child and family caring society summarizes Jordan's Principles like this.

Jordan's Principle is a child first principle named in the memory of Jordan River Anderson, First Nations child from Norway House, Cree Nation, in Manitoba, born with complex medical needs.

Jordan spent more than two years unnecessarily in a hospital while the Province of Manitoba and the federal government argued over who should pay

for his home care. Jordan... Jordan died in the hospital at the age of five years old, never having spent a day in his family home.

Jordan's Principle aims to make sure First
Nations children can access all public services in
a way that is reflective of their distinctive
cultural needs, takes full account of the
historical disadvantage linked to colonization and
without experiencing any services denials, delays
or disruptions because they are First Nation.

Payment disputes within and between federal and provincial governments over services for First Nations children are not uncommon. First Nation children are frequently left waiting for services they desperately need and are denied services that are available to other children.

This includes services in education, health, child care, recreation, and culture and language.

Jordan's Principle calls on the governments to...

the governments of the first contact to pay the services and to seek reimbursement later so that the child does not get <code>inextricably(?)</code> caught up in the middle of government red tape.

The Canadian Human Rights Tribunal has issued a series of orders requiring Canada to apply the

1 Jordan's Principle to all First Nations children 2 living on and off reserve. The Caring Society has 3 prepared a summary of the Tribunal's non-compliance 4 orders issued to Canada. The summary states, in 5 part: 6 "As of May 26, 2017, Canada will start 7 using a definition based on the following 8 principles: 9 Jordan's Principle applies equally 10 to all First Nations children, both 11 on and off reserve and is not 12 limited to First Nations children 13 with disability or short-term issues 14 creating a critical need for health 15 and social supports; Jordan's Principle applies to all 16 2) 17 government services and ensures that 18 there is no gap in government 19 services to First Nations children; 20 Government departments of first 3) 21 contact will pay for the service to 22 the First Nation child without 23 engaging in administrative 24 procedures before funding is 25 provided;

20 JUIN 2018

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1	4) a judicial dispute between
2	departments or between government is
3	not a necessary requirement for the
4	application of Jordan's Principle;
5	Jordan's Principle, we suggest, should be
6	adapted for application not just to services for

adapted for application not just to services for indigenous children but to all services for all indigenous persons, whatever their age, wherever they live, on or off reserve.

DR. ABEL BOSUM

The point of Jordan's Principle is that judicial issues cannot be allowed to result in the denial of essential services to First Nation people, whatever their age and wherever they live, on or off reserve.

We recommend that all interest governments, indigenous, federal, provincial, work together to apply Jordan's Principle so as to provide effective integrated services for all indigenous people without regard of their residence, on or off reserve.

Learning from others. Learning from others may seem an obvious point but it is worth stating anyway. Part of the purpose of this Commission of Inquiry is to gather evidence, not just of problems but solutions.

12.

Many of the issues of discrimination towards indigenous people in Quebec have been experienced elsewhere in Canada, so in our search for solutions we do not need to re-invent the wheel, we can learn from the experience of others across Canada and be guided by best practices in preventing and eliminating discrimination in the delivery of public services to indigenous people.

More than that, we can help to develop best practices ourselves and so become active agents of change.

Let me turn now to some specific sectors. I will not attempt to present a wrap-up of issues and recommendations at this time, that will be the object of our final brief in October. For now I will touch on just a few sectors and offer a few observations on path... a possible path forward.

In its press release in December fourteen (14), two thousand seventeen (2017), the Commission identified key things from the hearings over the past... from the previous six months, and I quote here:

"Some major themes have emerged from the two thousand seventeen (2017) hearings.

The importance of education and training

20 JUIN 2018

10

11

12.

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 have been underlined by many. 2 Homelessness conditions, women's rights, 3 youth protection, cultural safety and problems related to language have also 5 emerged from the testimonies. Finally, a lack of resources have been reported at 6 7 many levels, particularly in housing, 8 health, police, justice, and correctional 9 services, to name a few."

In the area of policing, I will start with the police services, it will help us remember why we are here. This Commission of Inquiry was established in response to a very specific problem, the allegation by some courageous indigenous women of discrimination and mistreatment at the hands of certain police officers. A quick recap of the facts will be helpful here.

In October two thousand fifteen (2015), Radio
Canada Enquête reported on a number of specific
allegations by indigenous women of serious
misconduct and possible criminal offences by
certain officers of the Sûreté du Québec, Val d'Or
detachment, including starlight tours, physical
assaults, provision of illegal drugs, and obtaining
sexual services for consideration.

1 From the day of the Enquête broadcast, calls 2 arose from indigenous communities for an 3 independent inquiry. Instead, at first Quebec 4 transferred the investigation into... into the allegations from the SQ to the Montreal police 5 6 force, the SPVM. 7 The government also appointed an independent observer, Madame Fanny Lafontaine, to monitor the 8 9 investigation carried out by the SPVM. 10 On October fifteen (15), two thousand sixteen 11 (2016), the independent observer submitted her 12. report concluding that the Phase 1 investigation of 13 the SPVM has been carried out with integrity and 14 impartiality. She also made a number of 15 recommendations touched on below. 16 On November eighteen (18), two thousand sixteen 17 (2016), the Director of Criminal and Penal 18 Prosecution, the DPCP, announced that due to lack 19 of evidence no criminal charges would be laid in 20 the thirty-five (35) out of thirty-seven (37) files 21 investigated by the SPVM. 22 The reaction among indigenous communities was 23 immediate; keen disappointment and anger. 24 Indigenous organizations, including the Grand 25 Council of the Crees renewed calls for an

12.

1 independent judicial Commission of Inquiry.

In December two thousand sixteen (2016),
Professors Bellot and Sylvester released their
report on the judiciary (inaudible) of homelessness
in Val d'Or. Days later, the Government of Quebec
formally established this Commission of Inquiry to
look into the issues of discrimination towards
indigenous people in relation to six public
services, including police services.

In considering police services, a distinction should be made between non-indigenous and indigenous police forces. I will not comment on specific cases at this time but touch on more structural issues.

First, the non-indigenous police. Professors
Bellot and Sylvester have noted a profound mismatch
between the training received by non-indigenous
police officers and their work with indigenous
people in the urban centers. Police officers are
being asked to do work which they have little or no
training. And here's a quote:

"The police are too often asked to be first or only responders to deal with the tensions and problems related to the presence of homeless people in downtown

1 Val d'Or. In most cases, police officers 2 have not received any specific training 3 on the history, realities of Quebec First Nations and Inuit prior to taking their positions in Val d'Or. In certain cases, 5 the police and the homeless people 6 7 entertain cordial relations but generally speaking we've observed misunderstanding 8 9 and distrust on each side. There seems 10 to be a profound lack of correspondence 11 between the nature of the work performed 12 by the police officers, their means and 13 methods of intervention and the needs and 14 the problems of the homeless people." 15 We support the recommendation of Professor 16 Bellot and Sylvester to shift from police to social 17 services in dealing with homeless indigenous 18 persons. These are two quotes here. 19 "An intervention protocol should be 20 adopted in order to prioritize social 21 responses, including by an increased 22 presence of street workers, in particular 23 during the evenings and over nights. Ιn 24 the case of indigenous people, such 25 protocol should be developed with the

20 JUIN 2018

1	indigenous communities."
2	And (b):
3	"The SQ should issue clear guidelines to
4	the officers to avoid using punitive
5	responses and providing support to social
6	interventions when it is deemed
7	necessary. Such support should not lead
8	to the issuance of tickets."
9	The independent observer, Mme Fanny
10	Lafontaine, had recommended changes to the police
11	complaint and investigation procedures to be
12	developed with adequate representation of
13	indigenous peoples.
14	We support her recommendation. We can report
15	that some discussions have taken place between
16	representatives of certain indigenous
17	organizations, including the Grand Council of the
18	Cree, and the Ministry of Public Security, and the
19	Secretary for Indigenous Affairs. Although there
20	are further discus discussions are required, the
21	exchanges to date have been positive and we are
22	working together towards a better model for dealing
23	with complaints by indigenous persons regarding
24	police misconduct.
25	Picking up on the theme of learning from

12.

others. We suggest that there are lessons to be learned from the evidence of former Saskatoon Police Chief Clive Weighill who shared his experience with the Commission in October nineteen (19), two thousand seventeen (2017).

He told the Commission of the events surrounding the death in nineteen ninety (1990) of Neil Stonechild after a starlight tour by two members of the Saskatoon Police Service. He referred to the Commission of the inquiry by Justice David Wright which inspired the creation of this Commission.

The Stonechild Inquiry recommended a number of things. (1) the review and improvement of complaint procedure regarding police misconduct; (b) (sic-(2) designation of an aboriginal police officer as a liaison for the First Nation persons and to act as an informal ombudsman; (3) annual reports to the Minister of Justice on complaints about police officers; and (4) an in-depth training in race relationships for police officers.

Most important, Chief Weighill drew attention to some practical steps taken by the Saskatoon Police Service to improve its relations between the First Nation communities and these were some

1 recommendations and actions taken. 2 A new complaint system created with (1)3 the participation of the first 4 Nations; 5 Greatly strengthen cooperation and (b) 6 partnership with First Nations, 7 including Police Chiefs Advisory 8 Committee on the First Nations and 9 Metis; 10 (3) In-depth education and training for 11 all police officers on indigenous 12 history, culture, spirituality, 13 residential school and contemporary 14 issues; and 15 An (inaudible) and participation in (4)16 First Nations culture, social and 17 sport events. 18 Many of these measures do not require 19 legislative amendments or big budgets, they can be 20 done quickly and at little cost. It's all about 21 building relationship and trust. By all accounts, 22 relations between the Saskatoon Police Service and 23 the local First Nations people have gone from toxic

to something, if not perfect then at least much,

24

25

much better.

12.

Director David Bergeron of the Innu Police

Force stated much the same thing here in June
eleventh (11th) when he talked about community based
policing. Getting out of the police cruisers and
talking to people.

The other side of the police coin, so-to-speak, is indigenous police forces. Commissioner Viens, you addressed in your third call for action on March twenty-three (23), two thousand eighteen (2018), the need for stable, secure funding for indigenous police forces as an essential service to the community.

I wish to thank you for your support on this critical point and I would ask that the Commission monitor the progress made in the current discussions so as to ensure proper funding for indigenous police forces in the future.

Director David Bergeron has drawn attention to the challenges faced by the EEPF and other indigenous police forces in recruiting indigenous police officers. In part, the difficulties relate to the criteria for admission to the École Nationale de Police du Québec, the ENPQ in Nicolet, as well as the language of instruction and the course material. Such adjustments are required to

12.

adapt these criteria and processes to the reality

of the Cree communities.

We have a good working relationship with the MSP and we look forward to working with them and with ENPQ to identify solutions to these challenges.

I want to draw some attention to attacking the root problem and the first one is housing. It's become increasingly clear that housing is the hidden iceberg lurking below many of the issues before this Commission. The evidence presented to the... over the past year validates these preliminary observations in our initial brief last June.

Desperately overcrowded and sub-standard housing in indigenous communities, in some cases similar to third world conditions, lies at the heart of the web of the social and health issues plaguing indigenous communities.

Overcrowded housing hinders success in school, it creates tension in the families, it breeds conditions right for physical and emotional abuse. In so doing, it effectively drives many indigenous persons to escape to urban centers only to find themselves, at times, homeless and living in

12.

1 streets, prey to violence and abuse.

Until the housing shortage in the indigenous community is addressed through concrete action and other actions it will come to nothing. Until indigenous people are no longer living in ten (10), twelve (12), twenty (20) to a single home, conditions commonly encountered in Northern Quebec, they will continue to fall victim to violence and abuse, both in and outside their communities.

Until this single issue is resolved, indigenous people will continue to be driven from their communities to urban centers, where some will become marginalized.

The deployment of more social workers and sheltered homes in the cities are at best a Band-Aid solution. These measures may perhaps reduce some distress on the margin but they will not solve the real problem.

Bill Namagoose will tell the story of the Cree struggle over the past fifty years to win the recognition of our rights and a good life for our people. The Cree have made some success in improving our living conditions, I can speak to this from a personal experience.

Fifty years ago my own community of Oujé-

12.

Bougoumou was dispersed, living in tar paper shacks by the side of the road, seen as squatters on their own homeland. I look at our community now and I have to pinch myself to believe my eyes. Years of hard work based on our Treaty rights under the James Bay and Northern Quebec Agreement dogged perseverance in the face of government indifferences or hostility and our refusal to say no, or our refusal to take no for an answer allowed us to build a beautiful community.

But this experience is more the exception than the rule and much remains to be done in Cree communities. There are still far too many Cree without decent housing. On even the most favorable estimate, the backlog of housing in the Cree communities is well over a thousand (1,000) units and it is projected to be more than double in the next ten years.

The number of multiple families per house is about twenty times the Quebec average and the number of multiple persons per room is about four times the Quebec average. Like other indigenous peoples, the Cree are living with sick homes, health problems and social distress caused by overcrowded housing.

1	This is why housing became a Cree election
2	issue for the Cree in the last election for Grand
3	Chief. I pledged then to make access for all Cree
4	to decent, affordable housing a top priority of the
5	Cree Nation Government.
6	In this regard, it should be pointed out that
7	the Cree do not expect others to do all the heavy
8	lifting, we are more than willing to propose
9	solutions and to do our share. We are now working
10	hard to develop our own innovative Cree Nation
11	housing strategy.
12	The strategy has two goals, to secure
13	affordable housing for all Cree and to promote
14	private home ownership. The strategy will, among
15	other things:
16	(1) Propose an innovative approach based
17	on partnership with Cree and
18	government, as well as private
19	sector;
20	(b) Entail a commitment by the Cree
21	Nation Government of significant
22	Cree resources to be complimented by
23	commitments by government;
24	(c) Address all sectors of housing
25	market with a cornerstone being the

1	privatization of private home
2	ownership for those Cree who can
3	afford it; and
4	(4) Address the social welfare
5	requirement of those who require
6	government support, as well as the
7	special needs of the Cree elders and
8	youth.
9	We have secured the approval of the relevant
10	approval of the relevant Cree authorities to
11	allocate significant resources as a special housing
12	fund to implement in the Cree Nation's housing
13	strategy.
14	We are undertaking discussions with Canada on
15	ways and means to implement the Cree Nation housing
16	strategy and we hope and expect that Quebec will
17	join as partners in finally coming to grips with
18	the problem of overcrowded housing in Cree
19	communities.
20	It should be noted that implementation of the
21	Cree Nation Housing strategy will create
22	significant economic benefits in terms of contracts
23	and jobs for the entire region of Eeyou Istchee and
24	James Bay.
25	This leads me to a broader question of socio-

1	economic development of indigenous communities.
2	Meaningful work and decent income are essential to
3	any person's self-respect. Socio-economic
4	development is part of the solution to the social
5	distress of many indigenous communities so it
6	became another top priority in my election platform
7	last year.
8	The Cree Nation has many talented, hard-working
9	businesspeople and workers. A large number of our
10	youth enter job market every year. We must create
11	the conditions to permit our contractors and our
12	workers to thrive in our communities to enjoy a
13	vibrant future.
14	With this in mind, we are developing measures
15	to support local Cree businesses. These measures
16	include the following:
17	(1) Negotiations with Quebec for the
18	implementation of the provisions of
19	the James Bay and Northern Quebec
20	Agreement dealing with priority Cree
21	contracting and employment;
22	(2) Support for small and medium local
23	businesses to contribute employment
24	to a strong and diversified Cree
25	economy; and

12.

(c) Adapting the CCQ regime in Eeyou

Istchee so that the certification in

construction trades correspond to

Cree realities.

We are also working to develop in consultation with the Cree First Nations and Cree organizations a Cree Nations social development plan to ensure the wellness of our members. This plan, which is still under development, will bring together the Cree organizations to coordinate their resources and efforts.

The plan will define the principles and objectives of Cree social development, including access to quality education, health and social services, training, housing and jobs.

The plan will identify some of the main challenges to social development and most important, it will propose solutions in order to achieve our objective.

Education and capacity should be seen as key tools in combatting social distress in indigenous communities. That is why I have devoted much of my effort over the years to education and capacity building for our Cree youth. We want Cree youth to live and work in our communities, we do not want

12.

them to be forced to go down south in order to build their... to build their lives.

So far we've been quite successful in retaining our youth. The James Bay and Northern Quebec

Agreement and later agreements have created many opportunities for Cree youth but they must know what the opportunities are and what skills they need to seize the opportunities.

The Cree Nation Government is now developing a Cree job (inaudible) to support our Cree youth in internship, apprenticeship and new job placement opportunities in the public and private sectors.

We are working with the Cree School Board and other Cree partners to encourage our youth to complete their studies and develop their skills to have them fill positions in all sectors of employment, whether professional, administrative, technical or skilled labour. We are also developing transition measures for post-secondary graduates so they can access employment in Cree organizations in their area of studies.

Some points on our Cree hunters and trappers. We should enlist the support but not just of institutions but of knowledge... knowledgeable individuals in seeking solutions to some of the

12.

issues before this Commission.

In our view, the Cree hunters and trappers can make a valuable contribution to this effort. They are among our most important guardians of our Cree culture, tradition and language. They occupy the land for the Cree Nation and they transmit our culture to our youth. Time spent by our youth with the Cree hunters and trappers on the land can be a source of healing.

We must find ways to ensure traditional Cree hunting, fishing and trapping remains a viable way of life for our youth and for future generations.

This was part of the vision in the James Bay and Northern Quebec Treaty and it is a vision that we must guard jealously.

More generally, traditional Cree culture is another part of the solution to the challenges before this Commission. The Cree Health Board and the Cree School Board have recognized this by making central... by making a central place for traditional Cree culture and healing in their operations.

The Cree Health Board has created the Nishiou(?) Umastiou(?) Department with the vision of transforming the way of life, health and

VOLUME 118 DR. ABEL BOSUM 20 JUIN 2018

12.

wellness of Cree individuals and families and communities inspired by traditional knowledge and culture and for the Mumatsian(?) which means well-being of the (?) Nation. The Cree Health Board is also seeking legislative recognition for our traditional Cree healing practices.

The work carried out by the customary adoption working group is consistent with this vision.

James Bobbish spoke of this effort here yesterday in the context of Bill 113, which will clarify the legal effects of Cree customary adoption.

We believe that traditional family-based approaches, such as Cree customary adoption, can reduce the need to turn to more institutional approaches, such as Youth Protection Services.

It is therefore appropriate that public resources be allocated to support the implementation of the customary adoption process in the indigenous communities.

In conclusion, Mr. Viens, I hope that these observations and suggestions will assist the Commission and in your work to prevent and eliminate discrimination in the delivery of public services to the indigenous people of Quebec.

I reiterate the commitment of the Cree Nation

1 to support the Commission in this vital mission. I 2 thank you, Commissioner Viens, for your attention 3 and I look forward to continuing to work with you 4 and your colleagues in the next months to come. 5 Meegwetch. THE COMMISSIONER : 6 7 Thank you very much, Grand Chief. I don't know, Me Denis-Boileau, would you have some questions or 8 9 if we go for lunch before hearing from Mr. 10 Namagoose? 11 Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 12. I would have two small questions... 13 THE COMMISSIONER: 14 Yes, go on. 15 Mª MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 16 ... if you allow me, Mr. Commissioner. 17 THE COMMISSIONER : 18 Yes. 19 Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 20 Thank you. Meegwetch Grand Chief Bosum for your 21 statement. My first question, you can tell me if 22 it's too early in the process, you talked about 23 conflict of jurisdiction and we know that the Cree 24 Nation Government is looking forward maybe to

include a community moose factory who is... this

25

community is on the Ontario side, how do you
foresee these conflicts of jurisdiction with...

including another province, Ontario, Quebec, what
do you expect from... in relation to conflict of
jurisdiction with this new situation?

GRAND CHIEF DR. ABEL BOSUM :

12.

Well, we have begun a process dealing with our neighbours, our neighbouring indigenous nations.

We started here in Quebec and the approach we have taken is for the parties to sit down and to discuss some traditional relationships that we had in the past and how those relationships have bonded the people over the many years.

I'm excited to tell you that tomorrow we're going to be signing an agreement with Mashteuiatsh, which is an Innu community just south here, and this agreement is about resolving some of these issues that have been created by boundaries, like the James Bay Agreement, and other boundaries created by the governments.

And so our approach has been to look at what were the traditional relationships but at the same time to look at what is... what do we want to do in the future. And I think it's pretty obvious that we want to live in harmony, we want to work

12.

1 together, so this agreement that we have is
2 about... is about that.

And I think that in response to your question, it would be the same approach, we would need to talk to our brothers on the Ontario side and I'm sure that, you know, in those discussions we're going to learn how close we were and how much we have in common and that we need to find ways, you know, to continue to work together despite these... despite these boundaries, provincial, or whatever other boundaries, but to maybe enter into agreements that would allow us to go forward.

And, of course, we would certainly hope that the governments, both provincial and federal governments will respect our agreements, our nation to nation agreements and be part of the solution.

So this is basically what we have started and hope to achieve. I hope that answers your question.

Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :

Thank you, it does. I have only one last question. You talked about the Stonechild Inquiry, when former Grand Chief Matthew Coon Come came before us in June two thousand seventeen (2017) he talked about the Alberta Inquiry, he talked about also the Truth and Reconciliation Commission, as did a lot

20 JUIN 2018

25

1 of other witnesses, of course, and there's... we 2 know there's a National Inquiry looking right now 3 into the missing and murdered indigenous women, 4 when he came in last June, in June two thousand seventeen (2017), former Grand Chief Coon Come said 5 6 twice in his statement that he felt like the 7 problems are largely known and so are their causes but what has been lacking is the will to address 8 9 them, and I would like to know your feeling, 10 address them, yes. 11 UNIDENTIFIED VOICE : 12. What were the problems? Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 13 14 He says that the problems for native communities 15 basically are largely known, and so are their 16 causes and what has been lacking is the will to 17 address them, how do you feel about that and while 18 talking about all these other inquiries that there 19 were before us? 20 GRAND CHIEF DR. ABEL BOSUM : 21 Well, I think there's no question that indigenous 22 problems and indigenous people have been studied to 23 death right across Canada and there's piles of 24 reports sitting in offices with recommendations,

and so there is no lack of ideas and solutions,

12.

anyway we've used the Treaty to find ways to get governments to recognize what those issues are. But rather than having them try to solve these problems, we've assumed that responsibility and so our agreements with both Quebec and Canada it's a demonstration of First Nations taking ownership of their province, you know, and, of course, what that called for is negotiations with both governments to have funding arrangements, long-term funding arrangements to allow us to be able to fix our problems. So I guess that's really the answer.

And, of course, we're really looking forward to the outcome of this Commission because again, we're going to find out more things that perhaps we have not included in our agreements. And once we have more information, we will certainly want to revisit some of these agreements and to see how we can... it can be incorporated, you know, for implementation in years to come.

So there is... we're really on one hand very eager to see what the outcome is, you know, so that we can then negotiate with the governments and hopefully that whatever initiatives that come out of this will not only benefit the Cree people but

1 benefit all indigenous people in the Province of 2 Ouebec and across Canada. Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 3 Thank you very much. 5 THE COMMISSIONER : 6 Me Hurley, will you have some questions? You're 7 Counsel for a participant, it's your right. Okay. So now I think we'll go for lunch before listening 8 9 to Mr. Namagoose. I will thank you, Grand Chief, 10 at the end you're telling I hope these observations 11 and suggestions will assist the Commission, I'm 12. sure it will. 13 And I have to recognize that the Cree... Cree Government and Cree organizations have supported 14 15 the Commission since the beginning and I want to 16 thank you very much for that. You and through you, 17 all organizations of the Cree Nation, it's very 18 helpful. Without support from organizations, 19 indigenous organizations it's not possible, we... 20 it will be impossible for us to go forward, so I 21 thank you very much. Very much for that. 22 So now we'll go for lunch and then we'll listen 23 to Mr. Namagoose. Okay, we'll suspend till... till 24

Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :

we're back.

25

1 Twelve forty-five (12:45) we could say. 2 THE COMMISSIONER: 3 An hour, is it sufficient? Yes. Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 4 5 Yes, until twelve forty-five (12:45). THE COMMISSIONER: 6 7 And I invite everybody to go at the Youth Center 8 nearby for lunch. 9 SUSPENSION _____ 10 11 REPRISE LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE : 12 13 La Commission reprend ses audiences. THE COMMISSIONER : 14 15 So welcome back. Me Denis-Boileau, we will 16 continue with Mr. Namagoose? Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 17 18 Yes. 19 THE COMMISSIONER : 20 With the presentation. Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU : 21 22 Yes, but just before we go on with Mr. Namagoose's 23 presentation I will just file the documents we have 24 to file into evidence.

25

THE COMMISSIONER :

1	Great idea.
2	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
3	So under P-663 I will file in a bundle the two
4	PowerPoint presentations that were given to us by
5	our witnesses of today, French version and English
6	version, so both in a bundle under P-663.
7	- PIÈCE COTÉE P-663 -
8	Under P-664 the statement of the Grand Chief
9	Abel Bosum.
10	- PIÈCE COTÉE P-664 -
11	And under P-665 the remarks of the Grand Chief
12	Abel Bosum.
13	- PIÈCE COTÉE P-665 -
14	Everything, good. Madame la greffière, c'est
15	correct?
16	LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :
17	Oui.
18	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
19	Okay. So we will go on as explained this morning,
20	I will just re-explain it quickly for the people
21	who might be joining us this afternoon. This
22	afternoon we will be hearing from Mr. Bill
23	Namagoose who is the Executive Director of the Cree
24	National Government and of the Grand Council of the

Crees of Eeyou Istchee and he will make a

25

1	presentation on the key milestones in the history
2	of the Cree people of Eeyou Istchee and
3	specifically in matters of self-government and
4	self-determination. Mr. Namagoose, I will invite
5	you to make your presentation.
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	

- 81 -

1 Bill Namagoose Executive Director of the Cree National Government 3 and of the Grand Council of the Crees of Eeyou Istchee 4 Solemn affirmation _____ 5 6 Me John Hurley 7 Attorney for Grand Council of the Crees and the Cree 8 Nation Government 9 Oath of office 10 _____ 11 MR. BILL NAMAGOOSE : 12 Thank you. Thank you, Commissioner Viens. Before 13 I make my presentation I'll just say a few words in 14 Cree for the people who are listening. 15 (MR. NAMAGOOSE ADDRESSES THE COMMISSION IN CREE) 16 So I guess you will follow the presentation, I'll 17 be speaking in English. By way of introduction, as 18 you know, the Grand Chief, former Grand Chief 19 Matthew Coon Come and the Cree representatives 20 presented to this Commission an initial brief of 21 the Grand Council and the Cree Nation Government 22 and there has been a lot of information. 23 The initial brief brought the... introduced the 24 Cree Nation and provided an overview of Cree Nation 25 governance and some of the Cree entities concerned 26 by this... this commission. 27 As you know, there was a lot of pressure, 28 political pressure brought on by the Cree Nation 29 Government and the Grand Council of the Cree to

- 82 -

establish this commission and, of course, we are very fortunate that it had been established by the Quebec Government and we are very pleased about that.

The purpose of the presentation is to provide a more specific perspective of the Cree Nation Government today, we call that a contemporary government, the Cree Nation Government, the contemporary times (inaudible) growth since the signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement in nineteen seventy-five (1975).

The overview I'll take will be to establish or explain the Cree Nation Government, the Cree Nation of Eeyou Istchee. The principles of governance that we follow, some of the milestones in our relationship with Canada and Quebec and Hydro-Quebec. And I'll explain the local governments, the Cree Nation Government structures at the local level on Category 1A lands, the Cree governance on Category 2 lands, and other areas of the Cree governance throughout the whole territory.

This is a story about agreements and understandings and compromises that we did together with Canada and Quebec. It's like a coming together of a legal regime, a government regime,

and these regimes do not define the Cree, the agreements that we signed do not define the Cree, it's the Crees continue to define themselves through our language and our culture. These agreements that we signed are accommodations and compromises, how Canada and Quebec relate to the Cree Nation Government and to the Cree Nation.

We call ourselves Eeyou, the people, we are close to twenty thousand (20,000) people now, we name our traditional territory Eeyou Istchee, it means the land of the people or Cree land. Our territory comprises of eleven Cree communities over three hundred (300) traditional family territories, or as Quebec calls them "trap lines". We call them "ntohostchee". In our tradition "ntohostchee" means hunting territory or family and each territory or trap line is... there's a family that occupies and uses that territory.

Our traditional territory is located primarily in northern eastern Quebec, on the eastern shore of James Bay and southeast of Hudson's Bay. The area is comprised of about the size of New Brunswick, or larger... slightly larger than New Brunswick.

On the Quebec mainland we have through the agreements, created through the agreements what are

called Category 1A lands, compromised of five thousand (5,000) square kilometers. This is where the Cree communities are located, the communities there we have eighteen to twenty thousand (18,000-20,000) people in these Cree communities.

This is an area... the land was set aside by Canada and Quebec, it's similar to like a reserve but it's much larger than a reserve, much different, it's not a reserve but was some of the formula that was used to create these Category 1A lands.

Of course, the Crees wanted much more than a reserve so we created... what was created was Category 2 lands where Crees would have exclusive hunting, fishing, trapping rights and, of course, there would be no... no resource development on this. Category 2 lands now have seventy thousand (70,000) square kilometers.

When these lands were created the Crees were hunting, fishing, trapping, the entire Cree economy was throughout all this territory, and that was the compromise we made that we would set aside eighty thousand (80,000) square kilometers exclusive to Crees and thirty thousand (30,000) square kilometers... three hundred thousand (300,000)

12.

square kilometers would be for what are called public lands. And these other lands called Category 3 lands are fully occupied by Cree traditional family territories as well. But this is the entire Cree territory that was dealt in the James Bay and Northern Quebec Agreement.

What I described this is on the Quebec mainland, we also have traditional (inaudible) rights and title in the offshore. This was... area was not settled during the James Bay and Northern Quebec Agreement, there was an undertaking by the Quebec... or by the federal government that the Crees and the federal government would one day return to this table to settle the Cree claims or the Cree title in the offshore area. And this offshore deal was signed in... recently and it covers thousands and thousands of islands in the James Bay, which I will describe later.

The Crees of... the Cree Nation of (Cree words) these communities. On the Coast is (Cree words) and Hudson Bay Coast, Chisasibi, (inaudible) East Maine and the James Bay Coast. We have more Quebec on the Ontario side, which is a story that is developing which I'll explain later. The (Cree word) communities as Nemiska (Cree words).

On the coastal coast, in Cree we call them (Cree words) and inland people are called (Cree words). And when you translate the Grand Council of Cree it means coastal people and inland people helping each other, (Cree words), that's what the Grand Council of the Cree translates into Cree... in Cree. So we have the coastal people on the coast and the inland people and that's our... that's our nation.

The Cree First Nations have described how...

the governance of the Cree First Nation, the Cree

communities, each referred nation is governed by

its own Chief in Council, elected Chief in Council

and elections every four years.

Each Chief also sits on the Board of Directors of the Grand Council of the Cree and the Cree Nation Government to address common Cree Nation issues.

You'll notice here that the Chief has two hats, he has a local hat, governing the local community, plus he also has a Nation hat when he sits at the Cree Nation Government. And he's the only officer that has two hats in the Cree Nation Government.

The Grand Chief has only one hat as the Cree Nation Government, (inaudible) Grand Chief.

12.

So the Chief wears two hats. Of course, when he sits at the Cree Nation Government we... they are expected to leave their local hat at home and wear the Cree Nation Government hat when they come to the Cree Nation Government... Government issues.

Nine Cree First Nations are now recognized under our Treaty of the James Bay and Northern Quebec Agreement, that's... I named these communities. The tenth Cree First Nation will be Washaw Sibi that's in the process of establishing its own community and will eventually become part of the Treaty. This is a long process, they've been recognized many years ago by the Cree Nation Government, these are people that live in the Amos area. They are originally... they are Crees from that area that just so happen to have been lumped in or signed in as members of the Pikogan First Nation.

That happened throughout the territory and across Canada where distinct groups, distinct communities, nations have been lumped into other reserves to create one reserve, or one community, to make a sort of an administrative arrangement or administrative convenience for the federal government but this is what happened to the Washaw

Sibi. So they will eventually become part of the Cree Nation when it's formally structured and recognized.

The eleventh Cree Nation of (?) Quebec, it was recently recognized by the Grand Council of the Cree, the Cree Nation Government as members of the Ontario side on James Bay and these members are also Crees that moved there in the forties (40's), fifties (50's) and sixties (60's) for economic opportunities.

On Moose Factory, the community that they are living in, was sort of the economic hub of the James Bay Territory in the forties (40's) and the fifties (50's) and Moose Knee, Moose Factory they were linked by railroad, that was the only... only land link to James Bay was through Moose Knee and we did a lot of business there, economic activity, and the only land link to Hudson Bay was Churchill, Churchill railway, which is now washed away.

So in Moose Factory and Moose Knee where people went for economic opportunities, there was like I said, the railway link there, there was a residential school there, there's a big regional hospital there, there was Indian Affairs regional offices there, there was a parks services in Moose

Knee, and also there was a large airport there usually... that was constructed by the air force.

So a lot of these services now have moved to the Quebec side when the highway came through the territory and we have now access roads. So these people have stayed there, they're born there, they stayed there and that's their home but they're not... they seek a community of their own. So this is the story of (?) Quebec.

The principles of governance. The Cree Nation Government is based on the principle of respect for aboriginal and Treaty rights of the Cree Nation as a self-governing indigenous nation. Some of the Cree principles of governance are set out in the Constitution of the Cree Nation. The Constitution of the Cree Nation is a reflection or a carbon copy of the Cree Naskapi Act that has been replaced by the Cree Governance Agreement and I will explain that later.

In our Cree Constitution we say that since time immemorial, the Cree Nation of (inaudible) has continuously functioned as a distinctive indigenous people and a nation with its own social organization, distinctive culture, language, spirituality, values, institutions, laws, practices

1 and customs.

12.

This is the thousands of years of tradition in that area. That's why we make this distinction, traditional territory, traditional thousands of years of customs and traditions versus the contemporary one when we... governance, how we interact with Canada and Ouebec.

It's governed itself in accordance with its own values, laws, institutions and the exercise of the inherent right of self-government and self-determination and (inaudible) occupy and manage the land and resources of the territory Eeyou Istchee.

Like we said, in the nineteen seventies (1970's) the Crees occupied the entire territory, we had a viable economic... viable economic activity in hunting, fishing, trapping, fur prices were good in the nineteen seventies (1970's), of course that's... the economics of that has changed and the Crees have been forced to... forced to adapt and we are good at adapting.

And we carried on and continued (inaudible) practices, customs and traditions integral (inaudible) culture, language. I think our most successful thing we've ever done, our greatest success of the Crees since nineteen seventy-five

12.

(1975) is that we have maintained our language and culture and we also have maintained the... kept our people in whole, we kept the integrity of our people, our people did not disperse into other... the communities in the south. I think that's one of our greatest successes, we kept our nation intact throughout all this change that we have been forced to accommodate.

Of course, the Cree have never surrendered its inherent right to self-government and self-determination. You'll notice in our governance that there is not much... there is not much discussion or literature written about the traditional way of life in the agreements that we signed with governments, that's because we want to keep the traditional way of governance, the trap lines and also the traditional territory according to Cree tradition.

We find that once you write it down, your lands... your traditional way of governing it becomes legalized, it becomes into the legal world and we like to keep it in the cultural world.

That's the way... that's part of the thinking there. What you see in governance agreements and legislation is the contemporary way the Cree would

like to interact with Canada and Quebec and govern themselves in the contemporary world.

Continuing on the principles of governance, the Constitution continued... the Cree Nation continues the process of asserting, affirming and defining its inherent right to self-government and self-determination to take into account the context and changing conditions. We have a lot of changes... we've had a lot of challenges if we take into account the context and changing conditions but I think we've been successful the Cree Government, the Cree Nation Government and the Cree people, especially the Cree people (inaudible) successful in trying to accommodate and adapt to these changes.

The Cree Nation subscribes to the fundamental values of freedom, human dignity, quality, justice, mutual care and assistance, respect for individual and collective rights, protection of the environment, wildlife and honor for the creator, Cree ancestors and the Cree traditions. A lot of these values are... you can see if you read the James Bay Agreement... a lot of these are in the James Bay Agreement that the Cree people brought to the negotiating table.

And these principles or values are critical to the conclusion of agreements and treaties in support of processes of reconciliation between the Cree Nation and non-indigenous society and Canada, and governments.

The Cree are strong in their language and culture, this is what really keeps us strong and we are able to make decisions, when we speak in the Cree language you go into another... almost under another context and when you can defend an agreement with Canada or Quebec in the Cree language, we've made a lot of progress, so that's how we explain to our people and our people are able to interact with the Cree leadership and the negotiators and get... get the agreements that we get.

I'll talk about the milestones. The milestones are mostly the agreements we've signed in the past and these milestones are available on our website at this address that is on the screen.

The first milestone was in nineteen seventyone (1971). I shouldn't say a milestone, it was
the first threat, the threat. In nineteen seventy
(1970), the Government of Quebec announced a
massive James Bay hydroelectric project, the

largest hydro project of the world at the time, called the project of the century, and it was sold in Quebec as the... as the project of the century and that Quebec would be... would arrive into the future, that's the way it was sold to the people in southern Quebec.

BILL NAMAGOOSE

JOHN HURLEY

And it would affect the Cree homeland of Eeyou Istchee and our traditional way of life based on hunting, fishing and trapping at that time.

This project now generates fifty percent (50%) of the electricity in Quebec, so everywhere you go in Quebec, every second lightbulb comes from... the electricity comes from here in this territory, so you can imagine the Cree kind of... the Cree's magnitude of accommodation of that kind of development.

Twelve thousand (12,000) square kilometers were flooded, five, six major rivers were diverted to make way for the La Grande Complex. Yet at the time the Cree were not consulted, our consent was not sought and the Cree experience of that project was an invasion. There was no accommodation, no respect for our culture or traditional way of life, our economy, which was much viable at the time.

The Bourassa government at the time just sent

in the bulldozers and engineers and reconfigured the territory, built a highway through the Cree territory, built a four hundred (400) mile highway in four hundred (400) days into our territory, which is literally overnight.

We were forced to take legal proceedings with the Inuit of Quebec, the Inuit of Nunavik against Quebec, Hydro-Quebec and Canada in order to defend our way of life.

At that time, Canada who had a fiducial responsibility to protect aboriginal people, or protect our fiduciary... obligation to protect aboriginal rights, took the position that the... took the position of neutrality, which means they won't do anything, they won't do anything to defend us even though it was their duty. However, we also ended up suing them because they were part of the Court case.

So that was the nature of the accommodating aboriginal rights at that time, they were not... there was no jurisprudence with respect to aboriginal rights, or titles, or aboriginal rights across Canada. I think there was only one Court case that was Keeran.

Me JOHN HURLEY :

1 Calder.

MR. BILL NAMAGOOSE :

Calder. The Calder case was the only case at that time that existed with respect to aboriginal rights. So Canada needed to take political action to defend us but they refused and took a position of alert(?) neutrality.

When we launched our Court case we had a major victory, it's called the Kanatewat Decision, this is the Robert... Chief Robert Kanatewat Decision, Court case, it was named after him, he was one of the leaders at that time. In nineteen seventy-three (1973) the Judge Malouf rendered a historic decision on Kanatewat vs. Société de développement de Baie James in favour of the Cree and Inuit and this halted the project in nineteen seventy-three (1973).

Judge Malouf ordered the work to stop in James
Bay on the basis that Cree and Inuit rights and the
damaged caused by the project to our traditional
way of life. The Court decision was a major
victory for the recognition of Cree and Inuit
rights. This decision brought Canada and Quebec to
the negotiation table.

This Court case, our decision... the injunction

that was granted in favour of the Cree and Inuit
lasted only five days, six days, and it was... it
was overturned in six days.

Me JOHN HURLEY :

It was actually suspended by the Court of Appeal

within a week but it was heard on its merits a year

later and it was overturned a year later.

MR. BILL NAMAGOOSE :

However, this decision brought Canada and Quebec to the negotiation table. As you can see, it was a big change from sending in the bulldozers and engineers to reconfigure our territory, turn our lives upside down and the economy and the environment upside down versus coming to the negotiation table two years later.

But the Crees had to fight and for us this was a culture shock, it was... we were not used to this kind of confrontation. Legal, political confrontation, and it was new to us, we were not confrontational people, we were accommodation but, however, we had no choice but to defend our territory.

You can see the picture at the bottom, those are young people in their twenties that were called upon by the elders who couldn't speak English, they

called upon the youth to defend them because the youth could speak English and communicate and had a sense of what the modern world wanted to... wanted from the Cree. So many, many people at that age were brought out of university, and some from high schools, to help defend their people.

You can imagine being in your twenties and being asked to make nation-altering decisions that will alter your nation forever and taking decisions that will alter the environment forever, but these were what the young leaders at the time were faced.

Yes, some of these leaders here... oh, this is... you see there on the front page of... the front of the checkered jacket that's Grand Chief Billy Diamond who was in his twenties at that time. To his right is Chief Robert Kanatewat, he was the oldest one, in his late thirties at the time. And Late Chief Abel Kitchen to his right, who passed away, he was (inaudible) the administrative Chief.

Immediately behind him is Philip Awashish, also in his mid-twenties at the time. To his right... to his left is Chief Ted Moses who was also our Grand Chief. And behind them is... against the wall, on the immediate right the people behind Billy those are the Inuit leaders, I don't recall

their names. In the back wall is Chief Smally

Patawabano that was from Mistassini, he was... and
he was the Chief here. And Chief Wapachee from

Nemaska and Chief Lawrence Jimikin to his right.

And then Chief Moses, the father of Ted Moses is
behind him. And Chief Sidney Shamoosh(?) from East

Maine.

You can see the elder chiefs were in the back and the young people were in the front, that was the... how they operated. The young people walking to the Court room to get the... to get the decision. And that's Chief... the picture of... I was going to call him Chief, Judge Albert Malouf, every Cree knows his name.

In nineteen... in nineteen seventy-four (1974) the Grand Council... the Cree Nation formed the Grand Council of the Cree. Before we were with the Indians of Quebec Association, which is now the AFNQL, but we had to leave, we had to form our own association because it was too complex to involve everybody in Quebec, every chief in Quebec in our issue. So the Cree and the Inuit decided to form their own organization.

(Inaudible) was elected the first Grand Chief and it was the Grand Council of the Cree that

negotiated with Canada and Quebec to secure a treaty to recognize and protect Cree rights in the context of the James Bay hydroelectric project.

In November nineteen seventy-four (1974), the Cree signed an agreement in principle with Canada, Quebec and Hydro-Quebec. During this time, during these negotiations there was a lot of also pressure from outside, what they call the environmentalists, and other people, human rights people, environmental people putting a lot of pressure on the Cree to try to use the Cree to stop this environmental project or environmental disaster as they called it at the time.

So the Crees were under tremendous pressure not only to protect themselves but also to protect the environment and also to try to accommodate the supporters that we had in the environmental community.

The agreement in principle was signed in nineteen seventy-four (1974). This agreement was the principle... in principle served as the basis for the final agreement that we had signed in nineteen seventy-five (1975).

The picture you see there is one of the first meetings of the Cree Nation. The person in the

1 desk at the immediate left is Chief Malcolm Diamond 2 who was from my community, Waskaganish, he was... I 3 remember him as chief, he was chief for maybe 4 twenty-five (25), thirty (30) years. Next to him is Chief Mark, John Mark, who was 5 6 chief in Wemindgi. I don't recall the other ones. 7 The one on the immediate right is Chief Jose Jimikin, Josie Sam from Chisasibi. 8 9 Me JOHN HURLEY : 10 (Inaudible) Billy (inaudible). 11 MR. BILL NAMAGOOSE : 12 Chief Malcolm Diamond was the father for... father 13 of Billy... Grand Chief Billy Diamond he was a very 14 forceful person, they call him the loud one, the 15 loud Chief in Waskaganish and he... he set the 16 stage for many, many things to come that are 17 still... he passed away many years ago. 18 So in nineteen seventy-five (1975) we signed 19 the James Bay and Northern Quebec Agreement along 20 with the Northern Quebec Inuit Association, 21 Government of Canada, Hydro-Quebec, and the 22 Government of Canada signed the James Bay and 23 Northern Quebec Agreement. 24 The James Bay and Northern Quebec Agreement is 25 the first modern indigenous treaty and the first

aboriginal land claims agreement in Canada. At the time... at the time the format or legal framework that the... Canada wanted to accommodate the Cree was through these... was through the... what they call a Land Claims Policy, Comprehensive Land Claims Policy, which was introduced by the Trudeau government. I think it was the Trudeau government.

So this is the model, or claim, or format, legal framework that the Crees used but the Crees added a lot of meat to that policy. Being the first one they had the option, they had the... I used to say luck being the first one in, they were able to add a lot of meat to the James Bay... to that claims process.

Because of that that claims... that Land Claims
Policy is no longer available in Canada. It's a
bare bones policy, there is no such thing as
education, health, if you want education in your
Lands Claim Agreement you have to go through the
normal services, normal programs. If you want
education services, health services, you go to
normal programs. There's no longer an income
security program available. There's no longer an
environmental impact assessment process available
in Land Claims Agreements. And there's no hunting,

1 fishing, trapping regimes available in Land Claims 2 Agreements. There's strictly a land deal and 3 compensation. That is the... that's the 4 difference. 5 And James Bay (inaudible) continued to be the 6 living foundation of the modern treaty rights, we 7 call it the legal framework in our relationship with Canada and Quebec. And the pictures you see, 8 9 Premier Robert Bourassa shaking hands with Chief Robert Kanatewat. In the middle is Grand Chief 10 11 Billy Diamond. And I think the guy with the tie 12 is... 13 Me JOHN HURLEY : 14 Lévesque. 15 MR. BILL NAMAGOOSE : 16 Lévesque. 17 Me JOHN HURLEY : 18 Gérard D. Lévesque. 19 MR. BILL NAMAGOOSE : 20 Oh, yeah. You know him? Okay. Yeah, and Billy 21 there was still in his twenties at the time. And I 22 quess that's before the disco era, he was wearing a 23 disco suit at that time. Billy was very... you 24 know, a very passionate person, energetic person, 25 and charismatic leader, strong in his Cree language

and culture. A very forceful personality. He can control a room of fifty people with the force of his personality.

And I think at the bottom that's the signature picture of the James Bay and Northern Quebec Agreement.

To continue with the James Bay and Northern Quebec Agreement, the James Bay and Northern Quebec Agreement contained thirty (30) chapters, at least thirty chapters, mostly... almost like thirty (30) issues which I say that are no longer available in Canada.

The first chapter (inaudible) 3 is the Cree beneficiary status. The beneficiary status is who could benefit from the James Bay and Northern Quebec Agreement. It's also our citizens, a list of citizens, who is a Cree citizen is defined by this section.

At that time, as you know, there was status

Indians who were recognized by the Indian Act, plus
there were non-status Indians that were not
recognized by the Indian Act, so you had... not the
Métis but the non-status and status, in the Cree
world we have status people and non-status people,
so we eliminated that distinction.

And it was very apparent at that time who were the non-status and non-status... who were the status and non-status Indians but today nobody remembers who was status or non-status, we're all Crees. It was just a legal definition, it was just a definition that the Indian Act put on the people to divide them but now there is no distinction between who was a member of the Indian Act Band or who was a non-status Indian, we just eliminated that.

The Land Claim Regime, Section 5. Local governments in Section 9 and 10. This is very... these sections are very important because they can be very useful. There were (inaudible) in the James Bay and Northern Quebec Agreement for future development and future relations with Quebec and Canada created by Sections 9 and 10.

I remember Billy Diamond explaining to me once that the James Bay and Northern Quebec Agreement was not about money, even though it's described as such by other people, he said the value is in the sections and he said and we left a wide, a very wide path for people to follow. You will see the markers if you read the James Bay Agreement and you will see the markers as you live through the James

Bay and Northern Quebec Agreement, you will see the markers that we left, a very wide trail, and the value is in the sections of the James Bay and Northern Quebec Agreement. And that was a strong lesson that we learned that he passed on to us.

Also Cree governance on Category 2 is described in Section 11. Again, there's a very strong (inaudible), that was one of the... at the time the Crees acquired Category 2 lands to continue... have an area to protect, to practice the traditional way of life on Category 2, but we used it in contemporary times to get more governance of the territory.

Cree health and social services, Section 14, created a Cree entity, separate, autonomous entity for the Crees to manage Cree health and social services, which is no longer available in comprehensive land claims.

Cree education, again it created a school board where we control part of our curriculum. And we have a separate entity that controls education.

They are not part... the Cree Health Board and the Cree education, there's two distinctions there.

The Cree School Board is responsible for running the classrooms and the Cree Nation Government, the

Grand Council of the Crees is in charge of protecting the right to education.

Whenever Canada or Quebec threatens the right to education of any Cree it's the Grand Council of the Crees and the Cree Nation Government that will defend that person, not the Cree School Board. The Cree School Board is the teacher and the classroom, we protect the right.

Same thing with health. Canada and Quebec threaten a right to health and social services, it's the Cree Nation Government that protect that right. The Cree Health Board and Social Services run the hospitals, the Cree Nation Government we don't run the hospitals, we protect that right.

Administration of justice in Section 18. The Police Force created in Section 19. Again that's not available today.

Environmental and future development in Section 22, this is where we get a lot of our... we call that leverage. Section 22 is the environmental and future development section. This is the first environmental and social impact assessment ever created in Canada in nineteen seventy-five (1975) was designed by the Cree and we call it the Crees gift to Canada because after this there was a lot

of environmental review sections created but it was
the Crees that designed the first one.

The environmental... the difference with today's environmental assessment processes and the ones that created... that the Crees created in nineteen seventy-five (1975), we are participants in that process, we are part of the decision-making process. Even though we are making recommendations, part of the panel that make recommendations, we are part of the decision-making process.

We're not interveners, we're not limited to be intervening in the environmental project, so we make the decisions... we are part of the decision-making process and how a project should be carried out.

Hunting, fishing, trapping, there's a regime with Canada and Quebec, that's Section 24.

Economic and social development of the Crees in Section 28. This is where the "Paix des Braves", the New Relationship Agreement again was... was... was carved out, where Canada and Quebec transferred their treaty obligations to the Cree for a period of years, we carry out those obligations.

When the "Paix des Braves" is over, or the new

relationship is over, the obligations that were carved out of the James Bay and Northern Quebec Agreement and put into the "Paix des Braves" or the new relationship we come back to the James Bay and Northern Quebec Agreement.

They revert back to the treaty obligations of Canada and Quebec, because those treaty obligations of Canada and Quebec are perpetual, they're not... there's no time limit. Quebec would like time limits, Canada would like time limits, but with the Cree this is the deal, it's forever.

Income security program for Cree hunters and trappers, again a very important help for Cree hunters and trappers and economic activity.

Forestry regime, Section 30. Again it was the first of its kind in Canada, which was supplemented again in the "Paix des Braves" in two thousand one (2001). We went from forestry clear cutting to what is called mosaic cutting, it's very much different from... of course, the Crees refer... have no forestry cutting operations but it's much better to live with the mosaic cutting rather than clear cutting.

James Bay (inaudible) was given effect and declared valid by law in Quebec, it was the Crees

that actually insisted that the Quebec approve this by law and by federal statute the James Bay and Northern Quebec Agreement Land Claims Settlement Act. These laws provide that the Cree self(?) enjoy the rights, privilege, benefits set out in the James Bay (inaudible) statutory rights.

These laws also provide that they prevail over inconsistent law applicable in the JBNQA territory. Since nineteen eighty-two (1982), the James Bay and Northern Quebec Agreement is constitutionally protected as a treaty under Section 35 and 52 of the Constitution Act of nineteen eighty-two (1982).

This was negotiated by Grand Chief Billy
Diamond at that time. You remember the process
that Pierre Trudeau had, the constitutional process
where there was... aboriginal rights were
recognized, it's under this process that there was
an amendment made to... also an amendment whereby
land... Comprehensive Land Agreements...
Comprehensive Land Claim Agreements became
treaties, so it was a master stroke at the time for
Grand Chief Billy Diamond to constitutionalize and
constitutionally protect Cree rights in the James
Bay and Northern Quebec Agreement and make Canada's
obligations and Quebec's obligations to the Crees a

25

1 perpetual constitutional right. So that was what 2 the big gain was in nineteen eighty-two (1982). 3 And again that was the work of the Grand Chief 4 Billy Diamond. 5 Since its initial signature the JBNQA has been 6 amended twenty-six (26) times, so we take... we 7 don't consider the James Bay and Northern Quebec Agreement as a sacred treaty that can never be 8 9 touched by... like some other aboriginal groups 10 across Canada do, we've amended it twenty-six (26) 11 times. Had we taken that decision we would never 12 have been able to modernize any of our 13 institutions. And since, the JBNQA, Crees have signed more 14 15 than eighty (80) major agreements with Canada, 16 Quebec and industry. Signed agreements with mining 17 companies, Hydro-Quebec, and other governments. 18 When I say other governments, other government 19 agencies. Thousands of laws have been adopted or amended to implement the JBNQA and other 20 21 agreements. 22 So other laws had to be amended, this is what 23 I say when other laws have to be amended to

interface with us, they have to change their laws.

accommodate, to enable Canada and Quebec to

These agreements and legislation have created a unique legal environment, or legal framework that establish a comprehensive self-government regime for the Crees in James Bay. So we call it a framework agreement for governance of the territory.

In nineteen seventy-eight (1978) the Cree
Nation Government officially formed the Cree
Regional Authority established under Section 11 of
the James Bay and Northern Quebec Treaty and this
exercises government and administers the function
of Category 1A and 2 lands. This is the Cree
Regional Authority.

At the time the Cree Nation... the Cree Nation

Government wanted to call this the Cree Nation

Government or... but the federal government or

Quebec Government didn't want to call it the Cree

Nation Government, they wanted to keep it an

authority rather than giving it the nature of a

government.

They exercise administrative functions on Category 1A and 2 lands. The Council is comprised of twenty (20) members, Chairman Abel Bosum is elected at large as the Grand Chief. Vice-Chairman Mandy Gull is also the Deputy Grand Chief elected

at large. And each elected chief from the Cree
First Nation sit... gets a seat on the Cree Nation
Government or Cree Regional Authority. And one
other elected person is represented by the... by
the... elected person from the community also to
sit on the Cree Regional Authority.

This is a very unique structure, as you can see the Chiefs do not have the majority. Maybe it was by accident or design but the Chiefs do not have majority on the Council.

And then in nineteen seventy-eight (1978) also we created the... Section 14 of the James Bay and Northern Quebec Agreement created the Cree Board of Health and Social Services. In that respect the Health and Social Services created... was passed... Board of Directors are Chief Moses(?), elected by members of the Cree Nation Government.

There's also one representative from each Cree First Nation. One representative in the... in the clinical staff, one rep. from the non-clinical staff, and also the Executive Director is a member. I'm starting to lose my voice. And they have exclusive jurisdiction on Category 1 lands. Maybe you have to carry on, John.

Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :

1 Mr. Namagoose, just to tell you, if you want to 2 take a break at some point you can tell us. You're 3 saying you're losing your voice, don't hesitate. MR. BILL NAMAGOOSE : 4 5 Okay, we can take a break, yes? 6 THE COMMISSIONER : 7 We'll take a few minutes. When you're ready you 8 let me know. 9 MR. BILL NAMAGOOSE : 10 Thank you. 11 THE COMMISSIONER : 12 Okay. 13 SUSPENSION 14 15 REPRISE LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE : 16 17 La Commission reprend ses audiences. 18 THE COMMISSIONER : 19 So welcome back. We'll continue with you. I'm 20 listening to your presentation. MR. BILL NAMAGOOSE : 21 22 Okay. 23 THE COMMISSIONER : 24 You got your voice back? 25 MR. BILL NAMAGOOSE :

1 I think so. 2 THE COMMISSIONER : 3 Okay. Great. MR. BILL NAMAGOOSE : 4 5 I hope it lasts, otherwise I'll ask... maybe I can 6 ask John to complete. We'll see where I get to. 7 Going on (inaudible) 21, this is the establishment of the Cree School Board. That was also 8 9 established in nineteen seventy-eight (1978), three 10 years after the James Bay and Northern Quebec 11 Agreement. The Council of Commissioners, today the 12 Chairman is... the Chairperson is Kathleen Wootton, 13 elected by the members of the Cree Nation 14 Government, or by the Cree Nation electors as a 15 whole, elected at large. And one commissioner 16 elected by each Cree First Nation. They have 17 exclusive jurisdiction on all education and all 18 persons on Category 1 land. Not just Crees, all persons on Category 2 lands. 19 20 In nineteen eighty-four (1984) the Parliament 21 of Canada also passed the... the Cree Naskapi Act 22 of 1984. This special act was a special 23 legislation concerning local government on Category 24 1A land provided for in Section 9 of the JBNQA.

the source of the Cree Naskapi Act was also a

25

1 constitutional source from the Treaty.
2 Section 9 of the Naskapi Act repres

Section 9 of the Naskapi Act represented an important step for self-government of the Cree, effectively replacing the Indian Act for the Cree bands. So the Crees were the first ones to get out of the Indian Act in Canada. Canada (inaudible) all the time and they never mentioned it.

So we were the first ones to get ourselves out of the Indian Act. As you know, today a lot of the aboriginal groups are still debating, a lot of discussions about getting out of the Indian Act but they don't know how, nobody has a concrete proposal.

And the Cree's strategy, as we say, is we table the problem, then we table the solution. So it was the Crees that tabled the Cree Naskapi Act that replaced the Indian Act in nineteen eighty-four (1984).

Among other things, they incorporated the Cree bands and arrangements regarding Cree local government powers on Category 1A land. The administration, management and control of the Category 1A lands for Cree bands, including access (inaudible) rights and lands and buildings.

I was the last Indian Act Chief in my

community, Waskaganish. I was elected under the Indian Act. The next... in June nineteen eighty-four (1984) I went to bed as an Indian Act Chief and I woke up as a Cree Naskapi Act Chief. But things hadn't changed yet, there was nothing, we still didn't have any water and sewer. So it's not changing laws and changing policies that... that generate wealth or health and well-being for the people, you still have to make a lot of political effort to get those.

It's good to tinker with laws, make change to laws but you still have to provide resources for the well-being of people. Laws don't provide well-being for people, policies don't provide well-being, it's the implementation and providing resources through those laws and policies that make the difference.

In the nineteen eighties (1980's), nineties (1990's) we had lots of challenges and obstacles, we had many disputes with Canada and Quebec, between Canada, Quebec and the Cree Nation. When Canada got the James Bay and Northern Quebec Agreement and Quebec got the James Bay and Northern Quebec Agreement in nineteen seventy-five (1975), they literally walked away from the James Bay and

Northern Quebec Agreement.

They implemented parts that were more cosmetic, like creating the School Board, creating the Health Board, but not providing any resources to the School Board, not providing resources to the Cree Health Board.

They created the Cree Regional Authority, the Cree Regional Authority was spending a lot of their compensation monies to keep going and provide pressure to the Cree... to Canada and Quebec to fulfill the obligation. So Canada and Quebec failed to implement the JBNQA Treaty obligations. Refusal to Quebec... Canada Industry to seek Cree consent on resource development.

Forestry development continued at a rapid pace, in fact when we signed the James Bay and Northern Quebec Agreement in nineteen seventy-five (1975) it was still a chainsaw operation and in the nineteen eighties (1980's) and nineties (90's) it became huge machinery that came in. The Crees said machines that ate trees, that was the way the Crees described it.

So the forestry regime we had designed in nineteen seventy-five (1975) may have worked for chainsaw operations but didn't work for feller

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

bunchers and what they call machines that ate trees, that was a new regime what (inaudible).

The Great Whale hydroelectric project again was announced, we opposed it because we were still in nineteen eighty-nine (1989), nineteen eighty-eight (1988) or eighty-nine ('89) when the Great Whale hydroelectric project was to be launched, the Crees were still reeling from the impacts, environmental and social impacts of the La Grande project. We haven't dealt with those issues and yet the Quebec Government, when Robert Bourassa was returned to power, announced the Great Whale hydroelectric project despite... despite the fact that they didn't respect the JBNQA and despite the fact we were going... the Crees were going through a tremendous hardship through trying to adjust to the social impact and environmental impact caused by the La Grande Complex.

Quebec independence referendum and the Quebec referendum in nineteen eighty-five (1985), again the Quebec referendum government, the Quebec Government had a Quebec referendum on the independence of Quebec and they took the position that the Crees have no rights, that they could decide the future of the Crees, but the Crees took

a position that the Crees... it was up the Crees right to self-determination... by virtue of our right to self-determination to decide which entity, Quebec or Canada, we would remain with in the event of the Quebec separating from Canada. So the Crees took that position that it was up to the Crees to decide.

We had forestry disputes, we launched thirty (30) Court cases and we made international efforts at the United Nations. We had become what they call NGO status for the Grand Council of the Cree in the nineteen eighties (1980's). We were active at the United Nations level to advance human rights and aboriginal rights.

And it's still going on today, you see the culmination or continuation of that fight for international level. We have the UNDRIP, United Nations Declaration of Rights of Indigenous People, we were heavily involved in that. Of course, our own favorite son, Romeo Saganash, was the MP (inaudible) legislation, had the third reading now at the Senate for recognition of Canada by legislation to recognize the UNDRIP.

We're very proud of Romeo Saganash our MP in his efforts. We had been working on this for

1 thirty (30) years.

So this resource development, this conflict, of course, really spurred on the Cree struggle for recognition of our rights as an indigenous nation, environmental justice, and our place in the government and governance and development of our territory.

In fact, recently the Quebec Government announced the Plan du Nord by the Charest Government, the Crees at the time took a position that the Plan du Nord... that the Cree Nation was opposed to the Plan du Nord unless the governance of the territory was changed.

The governance of the territory, the vision of Canada and Quebec was that the Cree stay on the Category 1 lands, go hunting, fishing, trapping on the Category 2, and stay out of the way on Category 3 lands. That was their vision.

Our vision was that the James Bay and Northern Quebec Agreement gave us a partnership in the development of the territory... in governance of the territory and partnership of the territory. So that became the focus of our strategy.

So nineteen... two thousand two (2002) we signed the... with all this struggle, all this...

we were literally at hand to hand combat with Hydro-Quebec and the Quebec Government over Great Whale and also on the sovereignty issue. We signed the... what we call "Paix des Braves", "Peace of the Brave", it was a turning point between the relationship between the Cree and Quebec.

So in order to have peace you must be at war first, because peace follows war, we were literally at war with Canada, Quebec and Hydro-Quebec for the non-implementation of the James Bay and Northern Quebec Agreement.

The "Paix des Braves" was an initiative between two men, it was Premier Landry and Grand Chief Ted Moses. And I think in the Great Whale fight, in order to get Canada to... and Quebec to respect the James Bay and Northern Quebec Agreement we had to do economic damage to Quebec. We went on a campaign in the States to cancel export contracts and export contracts of nineteen (19) billion were cancelled by the State of New York from Hydro-Quebec, that caused a lot of economic damage to Quebec.

And on the sovereignty thing, issue, we did a lot of damage to the party that was in power that wished to have an independent Quebec. We didn't...

we're not opposed to independency for Quebec but they must recognize people's rights, so that's the position that we had taken.

So Premier Landry felt... we think felt that in order to accommodate the Cree and get the Cree to be favourable to sovereignty there must be peace with the Cree, so that was the political climate.

So had we been passive on the Great Whale and passive on Quebec sovereignty, there would be no "Paix des Braves" and there would be no relationship agreement with the federal government.

So the nation to nation relationship based on cooperation, partnership and mutual respect provides for the assumption by the Cree Nation Government of certain responsibilities under JBNQA, economic and community development with funding provided by Quebec.

You know, when you approach government officials, ask them to implement the James Bay and Northern Quebec Agreement, to respect the James Bay and Northern Quebec Agreement, they have no idea what to do. You're giving a problem, your problem to somebody else.

Our approach is that here's our problem, you are not respecting the James Bay and Northern

Quebec Agreement, we know you can't because your officials have no idea what to do to implement the James Bay and Northern Quebec Agreement, give us the resources, we'll do it, transfer the obligation to the Cree Nation, we'll fulfill all those obligations for a period of fifty (50) years.

So that's the solution, let us do it because you can't do it, and you won't do it, or you can't do it. So that has been the Cree approach on many things. We table the problem, then we table the solution.

This agreement also provides for the participation of Crees in mining, forestry, hydroelectric development in Eeyou Istchee. It creates a special forestry regime, I described before, to accommodate the Cree traditional activities.

The trap line or the family traditional lands now is the... forms the basis of allocating forestry. They take a trap line, if a trap line has been infected forty percent (40%) by forest fire, cutting, or other natural occurrences, they must leave that trap line alone for a period of time. So... until the trees reach a certain height, then they're allowed to cut again.

Before it was... it was called CAF structure where they take huge swaths of land regardless of where the traditional territory of the Cree was and they would tell the... they would tell the forestry companies start cutting from one end, clear cut to the other end of this CAF by the time you reach the other end of the CAF, the trees at the other end will start growing again, and you do the process over again. So it was clear cutting of huge swaths of the territory one end to the other.

In our... and the solution we found was to have mosaic cutting, have the trap line as the management unit and do mosaic cutting within that trap line. And it worked so well, during that time we had the moose population crashed in the territory, the moose were gone because of the clear cutting. With the mosaic cutting the moose came back because they had... they had stands to go to. So it recovered the moose, among other things, so it was a great environmental and social remedial project for the Cree and designed by the Cree.

So it resolved our Court cases with Quebec. In two thousand eight (2008) it took Canada six years to follow the example of the federal government.

The "Paix des Braves" with Quebec created a model

1 for Canada. This established a new relationship 2 between Canada and Quebec in order to improve 3 implementation. 4 Again we took over the obligations of the federal government and transferred them to the Cree 5 6 Nation Government, the Cree Nation Government 7 carries out those obligations, we build the projects, we administer the projects, we administer 8 9 the responsibilities for a period of twenty (20) 10 years. 11 When the James Bay... when the New Relationship 12 Agreement expires in twenty... after twenty (20) 13 years, those obligations that we took from the James Bay and Northern Quebec Agreement go back to 14 15 the James Bay and Northern Quebec Agreement and 16 remain perpetual obligations of the federal 17 government to the Cree. 18 Me JOHN HURLEY : 19 Who are the people in the front row there? 20 MR. BILL NAMAGOOSE : 21 The people in the front row, on the immediate left 22 is myself, after I negotiated for the agreement, 23 the Grand Chief Ashley Iserhoff who was from this 24 community, and Grand Chief Matthew Mukhash 25 (inaudible) who was the Grand Chief, the

Minister... Minister Chuck Strahl beside the Grand Chief, and Raymond Chrétien on the right. All the chiefs are in the back, the community chiefs.

Raymond Chrétien took an interesting approach.

When we negotiated with Canada, or aboriginal
groups (inaudible) across Canada, Canada sent in
defense lawyers to defend Canada, to defend all
their indiscretions, all the lack of
implementation, so when a negotiator shows up as a
defence lawyer, you know there's no deal possible.

Raymond Chrétien's approach was a problemsolving approach. He went and visited the Cree
communities and he said I want to see the people,
meet the people, see the culture, then we'll
negotiate. And he took a problem-solving approach
rather than defending Canada. That's how he
arrived at an agreement.

So I think it's a lesson for Canada and Chuck Strahl really took this to heart also, he was really impressed when he said that if we send defence lawyers, there'll be no deal, if we send problem solvers then we'll make a deal on how to solve our problems across Canada.

The (inaudible) had two parts to it, one part was to amend the Cree Naskapi Act to provide for

the Cree Nation Government to act as regional government, authority over these lands. And before the New Relationship Agreement Canada did not recognize the Cree Nation, they only recognized the communities, the nine First Nations, because that's what the Indian Act said, that's the Indian Act mentality, you don't recognize the nation as a whole, you recognize your reserves and you administer the reserves, that's how... that's how the relation has been based.

But with the New Relationship Agreement, the first time Canada recognized the entire Cree Nation and signed a deal with us. They recognized the Grand Council of the Cree in nineteen seventy-five (1975) because it was convenient for them to get the agreement that they wanted.

But, however, an administration and relationship with us, they didn't want to deal with the Grand Council, because they only wanted to deal with individual chiefs and communities. But this is the first time that Canada actually recognized the Cree Nation as a whole.

So in Part 2, in two thousand seventeen (2017) we concluded an agreement, a governance agreement and adopted the Cree Constitution. There's a

provision in the New Relationship Agreement that we would return and negotiate a governance agreement, so this took nine years, two thousand eight (2008) to two thousand seventeen (2017) to negotiate. And mostly because the stale... what we call the impasse was because Canada wanted to impose their self-government policy on us rather than having a governance agreement on the James Bay and Northern Quebec Agreement, which is a treaty and constitutionally based.

They wanted to enforce their policy, selfgovernment policy on us, we insisted that Section 9
of the James Bay and Northern Quebec Agreement,
which describes local government, be the vehicle
through which a governance agreement would flow.
Because with the self-government policy of the
federal government, that policy is at their
discretion, they change policies every day, change
policies every year. When you hear... when they
table the federal budget in February all kinds of
policies are changed without any consultation.

But they can't change an agreement that flows from a treaty or from their own Constitution. So that's why we always insist that our relationship with Canada and Quebec based on the treaty that we

1 had signed. Otherwise why have a treaty. 2 Me JOHN HURLEY : Treaty (inaudible). 3 MR. BILL NAMAGOOSE : 4 5 Yes, and one of the federal representatives when we were... we were in an impasse for many years, for 6 7 three or four years, finally one of the senior ADM's called me at dinner one time, I was having 8 9 dinner with my wife late one evening and he called 10 me and he said I agree, I agree, now we'll 11 negotiate with... under the James Bay and Northern 12 Quebec Agreement, not under the policy, I agree 13 treaty trumps policy. 14 That broke the impasse and we started 15 negotiating again. That's why we have a new 16 governance agreement with Canada. So a treaty 17 trumps policy, that's a word that's catching now in 18 Canada. 19 Milestones, again we signed an agreement with 20 Canada in two thousand eleven (2011) on the 21 (inaudible) regional. I showed you the map before. 22 It was about the ownership of the lands in the 23 James Bay Islands, in the James Bay and Hudson Bay 24 area, and Nunavik(?).

- 131 -

Crees have a right to harvest in the

25

(inaudible) region. There's a unique feature to this agreement also, Canada and Quebec, well Canada mostly, insists that where there are overlaps in our traditional territory, they insist those aboriginal groups sit down on the map and draw a border between themselves. I mean that's impossible because traditionally the Cree and Inuit shared common territories. Crees saw Inuit going south and the Inuit saw Crees going north, so they shared the territory.

So our moral was okay, let's have an area where the Cree and Inuit share the ownership and jurisdiction of that territory rather than be forced to draw a map or a border.

So there is an area where there is joint Cree and Inuit ownership and no border, because that's the way the tradition was. So I think that's a lesson for a lot of groups across Canada that where there are overlaps, those overlaps are joint... joint... joint jurisdiction, joint uses.

(Inaudible) signed the Quebec, Canada agreement on the Eeyou Istchee territory in two thousand twelve (2012), this agreement builds on the JBNQA and the "Paix des Braves", again treaty based, and it creates a partnership between Cree, Quebec and

the Jamiesons (?) in the governance of the Eeyou
Istchee James Bay territory.

It redesignates the Cree Regional Authority as the Cree Nation Government, which remains the same legal entity, it extends Cree jurisdiction to the Cree Nation Government over the Category 2 lands for natural... for lands and resources planning and management.

We think there is no other agreement like this anywhere, where non-native people and native people form a governance of a territory. On the Cree portion we say it builds on the James Bay and Northern Quebec Agreement and turned the Cree Regional Authority into a Cree Nation... Cree Nation Government.

There is... because Canada... Quebec took the position that Category 3 is exclusive jurisdiction of the Quebec Government, but the Crees took a position that no, it was under the James Bay and Northern Quebec Agreement and we're supposed to have joint development and joint management, and joint development of the territory.

So with this agreement, that rectified that situation and ratified the Cree view of how the territory should be managed.

Again in these... the Cree... the Quebec agreement on governance or the Eeyou Istchee James Bay territory, it creates a new Eeyou Istchee James Bay regional government, over three hundred thousand (300,000) square kilometers of Category 3 lands with equal representation of the Cree and Jamesiens. The regional government exercised municipal powers as well as powers of the Council of regional elected officials with regard to economic development and land and resource planning.

The regional government is thought to be unique in Canada in its composition and mandate, probably unique in North America, and where there is joint governance by the non-native population and native population.

And so far it's working, it's... it's evolving and it's a model that... that the Crees and Jamesiens and the Quebec Government created and there was no... some people was concerned that this would never work and it would never happen but it's still ongoing and we have a relationship, good relationship with the Jamesiens.

We share the benefits of the governance of the territory and we share the development of the

territory. Because they won't go away and we won't go away so we have to negotiate on how we're going to co-exist. So that's a model that is working for the James Bay Cree.

Another milestone was in nineteen... two thousand seventeen (2017), we signed an agreement with Canada on the Cree Nation Governance Agreement and the Cree Constitution that provided for the New Relationship Agreement which we signed in two thousand eight (2008), contemplated in two thousand eight (2008), the Cree Governance Agreement and the Cree Constitution strengthened Cree governance on Cree community lands, subject to federal jurisdiction on Category 1A land.

See we've already done this with Quebec in two thousand twelve (2012) so now in two thousand seventeen (2017) we did it with the federal government. You see the federal government always follows the Quebec and the Cree models on... it's always Quebec and the Cree that initiate things and make groundbreaking agreements and the federal government follows, sometimes reluctantly, years later.

And the Crees do not also... it's the difference, we do not insist that our relationship

with Canada is strictly with the federal government. Other aboriginal groups think that they should have no relationships with the Quebec Government, they have relationships with the federal government only, but our position is we have a relationship with the Crown and the Crown constitutes the federal government and the Quebec government, so we have no problem dealing with each government.

We have no problem dealing with entities, Crown corporations, we'll talk to anybody that wants to talk to us and solve our issues. So we don't pick and choose who... who... who is more likely to talk to us, we talk to everybody.

Cree Nation Governance Agreement and
Constitution, the Cree Nation... the Cree Nation
Governance Agreement and the Cree Constitution take
over the obligations or functions of the Cree
Naskapi Act. The Cree Naskapi Act was... I would
say that it was in nineteen eighty-four (1984), got
us out of the Indian Act, now this Cree Naskapi Act
is replaced by this new governance agreement and
Constitution.

The Cree First Nation and the Cree Government keep the same powers, there is no transfer of

powers between the Cree Nation Government or the local governments, they exercise... they exercise their powers by making laws, not by-laws. The Governance Agreement and Cree Constitution remove the residual federal oversight in respect to certain powers and the financial administration of the... of the Cree First Nations.

We do not send our financial reports anymore to the federal government and there is no oversight, we don't send any... copies or laws to be approved by Canada of our by-laws and... our by-laws, we pass by-laws and we post them and they become in force right away.

The Quebec federal government, of course, has every right they want to, if they don't agree with a law they can try to quash it by taking it to Court, like any citizen, like any Cree citizen.

The Cree Constitution sets the new requirements in terms of financial accountability, the mechanisms for internal appeal and redress, and procedures to have access to information.

In terms of federal... in terms of financial administration, under the Cree Naskapi Act the Chief and Council had to wait for a band member to approach them for financial information on the

services run by the band and Council, in the new governance agreement the onus is given to the Chief and Council to send financial information and audit reports to the band members.

So the onus is reversed, instead of the onus being on the band member, the onus is on the Chief and Council to send that information. So that's one of the milestones of the new governance agreement.

I'm going to ask my colleague to carry on because I'm having problems with my throat.

Me JOHN HURLEY :

So, Mr. Namagoose has just been leading us through the Cree Governance Agreement and how the Cree negotiated that agreement with Canada where it will continue with the Constitution. So the Constitution is something that's purely internal to the Cree, it's not an agreement that's signed with Canada, it's something that is purely internal to the Cree and basically it sets out arrangements, it's sort of the how-to. The Governance Agreement is the what, it's the powers, and the Constitution is the how-to. So it's the rules of governance in internal management.

So it sets out arrangements for the exercise of

VOLUME 118 20 JUIN 2018

self-government, Cree right of self-government in relation to the administration and internal management of the Cree First Nations and the Cree Nation Government on Category 1A lands. So it's in the context... we're talking now about governance of Cree community lands, Category 1A lands, we're not talking here about Category 2 lands or Category 3 lands, we're talking about the Cree communities.

These internal arrangements concern subjects such as procedures for making laws and resolutions, elections, meetings, referendums, financial administration and amendment to the Constitution.

The Cree Constitution has an amending formula just like the Canadian Constitution has, it requires the consent of all of the Cree First Nations, the Cree Nation Government, et cetera.

These internal governance arrangements were previously set out in the Cree Naskapi Quebec Act, that nineteen eight-four (1984) statute that Mr. Namagoose was talking about a moment ago.

So now all of that internal mechanism, if you like, the sort of "cuisine", the nuts and bolts have been transferred out of the Cree Naskapi Act and into the Cree Constitution.

Purely internal, as I say, so not approved by

Canada or Quebec and that means that the Cree may change the Cree Constitution if they wish to do so in the future in order to reflect changing conditions without the participation of Canada.

So a very important point here is that in its current form the Cree Constitution is really bare bones, it's a very skeletal sort of structure, it's mostly about procedures, and it's understood it will... it's very much a work in progress, it's just really starting the process and the Cree will be engaged in an exercise of reflecting on what more, how they can improve the Cree Constitution and make it reflect more fully Cree values and principles. So that work is going to be carried out over the next... next weeks and months.

So the Governance Agreement, the Constitution and the Cree laws adopted pursuant to them represent another step in implementing self-governance in compliance with the Treaty, with the James Bay and Northern Quebec Agreement. Together the Governance Agreement and the Cree Constitution strengthen self-governance on Cree community lands, we're talking about Category 1A lands, in the context of the nineteen seventy-five (1975) Treaty.

They provide the Cree with greater autonomy and

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

flexibility and governance on those lands and as
Mr. Namagoose mentioned, they remove federal
oversight of laws adopted by the Cree governments
and they remove federal oversight of Cree financial
affairs.

Another very important point is that these instruments, the Governance Agreement provides long-term stability to the Cree First Nations and the Cree Nation Government in terms of financial arrangements with Canada. So as I think has been pointed out to you, Mr. Commissioner, in earlier... in other sessions with other First Nations, it's often a sort of hand-to-mouth precarious financial situation where they have to go back and renegotiate financial arrangements every couple of years, five years if they're lucky, this is quite a different setup where the financial arrangements are now set until the year twenty twenty-eight (2028), which is the year that the New Relationship Agreement expires and then there's provision for another period until twenty forty (2040).

So this is very important because it provides the financial foundation really for the Cree First Nations to make plans for their own governance over the next number of years.

The Governance Agreement and the Cree

Constitution, some things that they do not do, and
we mention this because it's important and there
are some concerns expressed during the governance
negotiations.

They do not affect Cree rights under the James Bay and Northern Quebec Agreement Treaty, they do not affect Cree governance powers and functions on Category 2 lands under the two thousand twelve (2012) Governance Agreement with Quebec, they do not transfer powers or functions from the Cree First Nations to the Cree Nation government or vice versa. So the powers of each remain the same. And they do not affect the powers and responsibilities of the Cree institutions, like the School Board and the Health Board. Very important to make those points.

So this law shows a little bit... it just goes to the consultation process leading up to the agreement. So in the winter of two thousand sixteen (2016) and the spring of two thousand seventeen (2017), there were community consultations in all of the Cree communities, sometimes two and three times, which were led by the Grand Chief of the time Matthew Coon Come with

Bill Namagoose, and supported by some other players.

And in every community there were meetings with the Chief and Council and also with community members and the sessions were often quite lengthy because people had questions and there was a real exchange of information.

But by the spring of two thousand seventeen (2017), all of the Cree First Nations, and the Grand Council of the Crees and the Cree Nation Government adopted resolutions formally approving the Governance Agreement and the Cree Constitution.

So that's at the stage for the signature of the agreement in July of two thousand seventeen (2017) and there you see Grand Chief Matthew Coon Come with Deputy Grand Chief Rodney Mark and Mr. Carolyn Bennett of Indigenous... Crown Indigenous Relations in Ottawa, with the Cree Chiefs behind them.

So that was the signature of the agreement and then a year, well not a year, nine months later, in March of two thousand eighteen (2018), the Parliament of Canada adopted Bill C-70, so this Act give effect to the Governance Agreement and to the Cree Constitution and it's very important because it gives effect and force of law not only to the

Governance Agreement and the Cree Constitution but also to the Cree laws which are adopted by the Cree First Nations and the Cree Nation Government under the Governance Agreement.

So in other words, Cree law really is a law, it's enforceable in Court, it's opposable to anybody and anybody can invoke it. Third parties can invoke it, it's not just a matter of contract, it's a matter of law. So that law came into effect on the twenty-ninth (29th) of March of this year.

Here is a very important slide and I think it's really a point that perhaps Bill you should address because it's... it wraps up where things are at.

MR. BILL NAMAGOOSE :

Thank you, John. I think these are the key agreements that we've had recently, of course, they all stem from the James Bay and Northern Quebec Agreement, the "Paix des Braves" signed in two thousand two (2002), like I said at peace, but it transferred the responsibilities of economic development to the Cree and it transferred Quebec's Treaty obligations to the Cree and the Cree consent in partnership (inaudible) development is entrenched in... through an annual payment.

There was an annual payment of... at the

beginning with seventy million (70,000,000), which now exceeds a hundred million (100,000,000), these funds are used to fulfill Quebec's obligations in the Cree communities, like facilities like this building that we are in was contemplated in the James Bay and Northern Quebec Agreement in nineteen seventy-five (1975).

It took Canada and Quebec over thirty (30) years to come up with these... a formula to fulfill their obligations. I would say that we fought from nineteen seventy-five (1975) to two thousand two (2002) to get these James Bay and Northern Quebec Agreement obligations fulfilled for the Cree Nation.

While Quebec and Canada were enjoying the benefits of the La Grande Complex, the Crees had to literally spiral into poverty in the late seventies (70's) and eighties (80's) before we were able to mount an aggressive... aggressive campaign to have our Treaty obligations respected by Canada and Quebec.

Two thousand two (2002) the New Relationship
Agreement, this is provoked... the "Paix des
Braves" provoked Canada to come up with a similar
agreement where they transferred certain federal

12.

responsibilities to the Cree Nation, along with the financial resources.

Canada made a one-time payment of one point four (1.4) billion do the Cree, this money is invested in the markets and we use the revenues and the capital of that money to build these facilities and do community development and economic development in the Cree communities.

It's strictly administered by the Cree, there is no oversight from Canada or Quebec, it's strictly administered by the... by the Cree Nation Government and the Cree Nations.

Again in two thousand twelve (2012) we signed the Governance Agreement which changed the governance of the territory. Canada and the Crees have now lots of resources to... to interact with Canada and Quebec so we needed the change and the governance of the territory where the Cree is responsible now for seventy thousand (70,000) square kilometers of Category 2 lands and we have a joint management, or co-management, or a relationship with the Jamesiens, we are now responsible for over three thousand (3,000) square kilometers of territory.

In the Cree Quebec Government Agreement we took

20

21

22

23

24

25

1 a position that all the Quebec Government's 2 offloading, or transfer, or delegating of powers 3 and authorities to local municipalities, MRC's, 4 should also have the same offloading, unloading, or transferring, or delegating these same authorities 5 6 to Crees. We thought that was a double standard 7 where there's a lot of obligations, responsibilities transferred from the Quebec 8 9 Government to municipal governments across Quebec 10 but not to reserves. 11 We said that there's a double standard so we 12. insisted that every law in Canada and in Quebec where there has been transfer should also be 13 transferred to the Cree Nation. 14 15 In two thousand seventeen (2017), of course, as 16 John has explained, we have now the Cree 17 Constitution. The Cree Constitution that will be 18

John has explained, we have now the Cree

Constitution. The Cree Constitution that will be exclusively Cree, the Crees will decide how to govern themselves through the Cree Constitution.

They can amend it as many times as they want without consent or approval from Canada or from Quebec.

Cree laws will be passed on Category 1A lands and we have our own government. And we have a nation-to-nation relationship with Canada and with

1 Quebec.

12.

There's a lot of language with respect to if we have an actual government or if we are actually a nation, or... our view is that we are a nation that happens to be in Quebec and Canada and we don't have to have our own country to be a nation. There can be many nations in one country and there can be many governments in one country.

But we take the view that we are a Cree Nation with our own government, it doesn't mean we have to have our own country to be independent, we are independent and we see ourselves and interact amongst ourselves in that manner. That's why we're making efforts to preserve our Cree language and culture because that's what makes us distinct from... makes us as a distinct nation in Quebec and Canada. So that's been our view.

Sources of Cree Nation Government. Of course, the source is the inherent right to self-government, nobody gave us this right, the Cree Nation Government and the Cree Nation came into being having this right and, of course, it's formalized in the treaties we signed with Canada and Quebec, the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Eeyou Istchee Land Claim

1 Agreement.

And we have other nation-to-nation agreements, we have "Paix des Braves" that we already described, we described the federal New Relationship Agreement, and the Quebec Governance Agreement, and the Cree Nation Governance Agreement which gives us more autonomy, governance of the territory and, of course, the implementation of legislation.

And other agreements that we have with other...
with other entities or Crown corporations. Again
this is... again a lot of these agreements are...
do not define us, Crees continue to define
themselves in our territory through our language
and culture, and these agreements are how Canada
and Quebec interact with us, and also how...
through the Cree Constitution how the Crees will
govern themselves without any input from Canada or
Quebec.

So we have our own Constitution and we have a legal framework how we interact with Canada and Quebec and how the territory is to be developed through the James Bay and Northern Quebec Agreement.

This has been accomplished through what I would

call an inter... incremental approach, we've never taken the position that we must get everything or nothing, we have taken steps, many steps, that's why we have many agreements, eighty (80) agreements to accomplished where we're arrived today.

Had we taken the position that we want everything or nothing, we would probably have got nothing, we would still be complaining about our situation and not making progress in resolving our problems.

The index gets into more detail, local government category on 1A lands, that's Section 9 in the Cree Governance Agreement through the Cree Constitution. Category 1A lands are community lands set aside to... for the Cree, exclusive Cree use in the Cree communities and subject to federal jurisdictions.

These lands comprise an area of five thousand (5,000) square kilometers, as we said, they are subject to a land regime set out in Section 5 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, again which is a treaty. And they're set aside for the exclusive use and benefit of the Cree First Nations under the administration, management and control of Canada, subject to the terms and conditions of the

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12.

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

JBNQA, ownership of the mineral and subservice rights over such lands.

Again, these are not important issues for us, there is... in order to gain access to Category 1A lands you need the Crees permission. I mean this is debated all across Canada for many... by many nations but the Cree... I see some nations across Quebec and Canada know exactly where the boundary line and reserve line is, but if you go in the Cree territories, the Cree communities have no idea where the boundaries are of Category 1A land and 2 are, it's just Cree land, they don't talk about that they can't go there because they don't have title there, or they don't have rights there, they just go everywhere they want because there was access through the James Bay and Northern Quebec Agreement, Crees were not bottled... or walled in on the Category 1 lands, we still have access to the territory.

So it's... that's why there is no outcry from the Crees about title. If the title is ever to change then the Crees will follow that thing but in the meantime, the Crees have access and governance of the territory regardless of the title.

Governance, as we said, we already went through

1 this.

2 Me JOHN HURLEY:

Maybe I could just summarize that.

4 MR. BILL NAMAGOOSE:

5 Yes.

Me JOHN HURLEY :

So just on that slide there. So the point here, Mr. Commissioner, is that the Governance Agreement that was signed in two thousand seventeen (2017) and the Cree Constitution have replaced the Cree Naskapi Act for the Cree, so there is no more Cree Naskapi Act for the Cree. It was a very important statute from nineteen eighty-four (1984) until two thousand eighteen (2018), but it's no longer there for the Cree, it's been entirely replaced by the Governance Agreement and the Cree Constitution and by the new federal statute which gives effect to it, that's Bill C-70.

So the Cree in nineteen eighty-four (1984) got out from underneath the Indian Act with the Cree Naskapi Act, in two thousand eighteen (2018) they got out from under federal legislation entirely really, with one exception and that is that the Cree Naskapi Commission which was created in nineteen eighty-four (1984) remains in operation

- 152 -

12.

and will continue to have a kind of ombudsman role for the Cree and for the Naskapi for citizens who want to make complaints or make representations about implementation matters.

So all the existing arrangements regarding powers, land regime, and so on and so forth, have been transferred out of the Act into the Agreement and the Constitution. Let's see if there's something else that's of interest here. This is really just an enumeration of some of the powers on the slide of the Cree First Nations on Category 1A lands. They're word for word what they were under the Cree Naskapi of Quebec Act and they're based... the Treaty foundation is Section 9 of the James Bay Agreement.

This slide talks about some of the powers of the Cree Nation Government on Category 1A lands and the important point here is that the Cree Nation Government has powers under Quebec laws on Category 2 lands, dealing with things... we'll get to that in a moment, dealing with municipal matters and other matters, but it also has government functions on Category 1A lands, those are the community lands, especially in terms of defining standards, regulations for building, essential sanitation,

fire department, and so forth.

This slide, Category 2 lands and it's really a summary of the Cree Quebec Governance Agreement of two thousand twelve (2012) and amendments to Section 11 of the James Bay Agreement. And the basic point here, we've already talked about the agreement, the basic point is that it gives the Cree Nation Government powers and jurisdiction regarding municipal matters but also land and resource use planning and management on Category 2 lands.

So we're talking about seventy thousand (70,000) square kilometers of land, these are... these are important powers over sizeable territory, so it was a real step forward for the Cree in two thousand twelve (2012).

This slide talks a little bite more about some of the powers, municipal, natural resource, lands, and so forth, under the two thousand twelve (2012) Agreement.

Moving on, some other areas and the Grand
Chief, and Bill mentioned this a moment ago, Grand
Council and the Cree Nation Government have
responsibility as the signatory and the Cree Native
party to the James Bay Agreement for the proper

12.

implementation of the Treaty, so they are the guardians of the Treaty for the Cree Nation as a whole. They're sort of at the top of the pyramid if you like in terms of protecting Cree Treaty rights.

And then you have the operational entities, front line entities, like the Cree Health Board, the Cree School Board, which really deliver the services. So they are service entities but as Bill explained earlier, when it comes time to discussions with Canada and Quebec on Treaty implementation, normally it's the Grand Council that work hand in hand with the Cree Health Board and Cree School Board.

The Cree Nation Government has responsibilities for administration of justice and... in collaboration with Canada and Quebec, and on police. Director Bergeron has already given you a presentation on Section 19 and what the Innu police force is doing and how it's operating.

This is an important slide, this is talking about some of the joint or co-management bodies under the Agreement. And Section 22 is the first one that's mentioned there and you see four different bodies that are listed there, the James

Bay Advisory Committee, the Evaluating Committee, the Environmental Social Impact Review Committee, which is normally called COMEX, and then the COFEX, which is the federal review body. These are all established under Section 22 of the James Bay Agreement.

Melissa Saganash, who is in the room with us today, is the Chair of the James Bay Advisory

Committee and there you have representatives of the Cree, Quebec and Canada. Mr. Murdoch is on the COMEX, I believe. And so as Bill was saying, the big difference about these environmental processes is that the Cree are not just participants, they're not just interveners, they're actually on the bodies, they're... they have decision-making powers.

In the final analysis the Minister has the last word in terms of approving or disapproving a decision, or a recommendation from these panels, but they nevertheless have very significant input.

Hunting, fishing, trapping coordinating body is another co-management body, Cree, Quebec and Canada, and has jurisdiction over hunting, fishing and trapping. And then there is collaboration between the Cree, Quebec and Canada on economic and

BILL NAMAGOOSE

JOHN HURLEY

1 social development under Section 28. 2 And as Bill mentioned a moment ago, many of the 3 obligations of those two governments under Section 4 28 have been assumed by the Cree Nation Government and are operationalized with funding provided under 5 these two agreements, "Paix des Braves" and the New 6 7 Relationship Agreement. Here's a structure of the Cree Nation 8 9 Government and perhaps, Bill, you might want to say 10 a word about that. 11 MR. BILL NAMAGOOSE : 12. Yes, of course. Our membership is on the top, we 13 have the Council acting as the Cree Nation Government where the Chief has a seat. Each local 14 15 Chief has seat, along with the Grand Chief and 16 Deputy Grand Chief, and plus one other person from 17 the... elected from the community. Of course, I 18 report to the Council, along with the Corporate 19 Secretary. 20 On the left we have what we call our finance 21 and administration under the Treasurer. And the 22 Human resources. And immediately following my

- 157 -

force. The Director reports to my office.

office is the Police Commission and the Innu police

And at the bottom are all the services that we

23

24

25

12.

manage, which we have called Inter-governmental
Affairs where the provincial relations, the federal
relations, regional relationships, (inaudible)
regional governance and Category 2 lands are
managed.

We have the Department of Justice and all their programs. We have a department called Natural Resources where environmental and remedial works are managed, forestry, environmental issues, and the Innu Planning Commission. And we look after infrastructure, which is a huge responsibility. It's managed by the (inaudible) works and services. We have our engineering services in (inaudible) works.

Then we have a Deputy Executive Director who manages the Commerce and Industry Department where we do our economic development. CRH is Cree Human Resources Development Department, this is managed programs to... for job creation and training for Cree throughout the whole territory. We have an agreement with Canada and also there's a portion of it that comes from the Cree Nation Government.

Child and Family Services where we manage twenty-three (23) daycare centers across Eeyou Istchee. Cree Fire Services where we give

12.

assistance to the local companies, local fire departments. Social and Cultural Development Department, and of course the Government Support where IT, communications and general administrative support is managed.

This is the structure that we use, we have over four hundred and fifty (450) employees in that structure. A quarter of them are police officers and the Cree Nation Government has been cooperating(?) together and put in place since nineteen seventy-five (1975).

This does not include the Cree School Board employees, nor Cree Health Board employees, this is strictly the Cree Nation Government employees.

So it is a vibrant... it is a real government with like I said four hundred and fifty (450) employees and it functions well over our territory. And all these functions that we now carry out were either not delivered by Canada or were partially delivered by Canada or Quebec but now it's up to the Crees to deliver them. We manage that... those programs and services.

This is the Eeyou Marine Region Agreement, this is the Grand Council Cree Nation Government has responsibility for ensuring proper implementation

12.

of this agreement, or Treaty, it has Treaty status.

In there it has a land use planning chapter,

(inaudible) collaboration (inaudible) public and

government. And the Eeyou Marine Region Planning

Commission where we have a planning commission

jointly with the Cree, Canada and Nunavut

government.

James Bay and Hudson Bay are actually another jurisdiction on Nunavut, so those islands are in Nunavut, so we go hunting on the... on the James Bay Coast and if you shoot a goose and it lands over the high... over the high tide mark, it's actually landed in Nunavut even though you shot it in Quebec. So we have to go to Quebec to get our goose back from the... to our camp.

The Eeyou Marine Region Wildlife Board again is managed... again is Cree, Canada and Nunavut. And the Development Impact Review Board in collaboration, co-management again with Quebec, with the Crees, Canada and Nunavut.

Quebec has no role in this because this is

Nunavut territory. We would like to have Quebec,

the James Bay and Northern Quebec regimes apply in

the territory but we just couldn't get it with

Canada and Nunavut, but maybe in the future that

1	will be the some of the solutions to the
2	problems that we have in the offshore and we could
3	extent the James Bay Agreement regime into the
4	offshore. But that would mean extending Quebec's
5	jurisdiction so that's a hot potato in Ottawa.
6	So that's maybe that will be part of the
7	part of the discussions in the future. That ends
8	our presentation, Mr. Commissioner, and I'm very
9	happy to take any comments or questions, along with
10	my colleague.
11	THE COMMISSIONER :
12	Thank you very much. Me Denis-Boileau, do you have
13	questions?
14	Me MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU :
15	No, I won't have any questions. Thank you very
16	much, Mr. Namagoose, and Mr. Hurley as well.
17	THE COMMISSIONER :
18	So Me Hurley, will you have some questions or
19	something to add?
20	Me JOHN HURLEY :
21	Well perhaps just a word, Mr. Commissioner, and
22	really I think the point of the presentation by
23	Mr. Namagoose this afternoon has been in response
24	to a question that was formulated by the
25	Commission, which was well, what really is the

12.

James Bay Agreement and how does it work.

And so although it's gone into some detail here, the idea was to provide a little bit of the history, how did the James Bay Agreement come about and what's in it, you know.

I think just perhaps, I don't want to be...

make an inappropriate comment here but I think that

if you just visit the Cree communities now you see

an energy and a confidence of a people that really

does see itself as a nation with its own

government, its own way of doing things, and who

expect to be treated with respect as adults, and

that was a point that the Grand Chief was making

this morning.

And so often one sees and reads very sad stories about indigenous communities where there is a sense of defeat almost and a lack of confidence in the future. And the Cree, through tremendous leadership and discipline, organization, unity and hard work have been able to create this new world for themselves against tremendous odds and it's really a kind of inspiring story.

And given the mandate of this Commission, which is to look into ways of eliminating and preventing discrimination in these various public services, I

12.

think that it's a story that has application in coming up with some of the answers to the questions and the problems that the Commission is working with so I think it was worthwhile to take the time to tell the story. Thank you very much for your attention.

THE COMMISSIONER:

So thank you very much. I appreciate the fact that you accepted our invitation to share with us explanations on how the James Bay Agreement was set up, how it works, how I think and I understand it still going forward. I understand that you implemented many other agreements after the first one and this is going on.

I was told today that something else was going to be signed tomorrow with another nation, I feel it's great. I remember going in Cree communities on James Bay in the seventies (70's), it's a long time ago, and when I arrived in Mistissini and I saw this community I went around and I... it's quite different, very different.

And I understand that this was built by people, by Cree people and I understand that you had to fight to get your rights respected and you started with the... the project of the government to

implement great installations and... in the Cree territory and this led to procedures, to a judgment by Justice Malouf, even if reversed later, overruled later, you get involved in discussions and get the agreement and build on this and it's... to me it appears to be a real success that may... shall continue and Cree people shall be respected all around the place.

When we come here we see it's... it may be easy to respect what was done when we see it but not many people are coming from the south to visit Cree communities, those nine communities, and I understand that two more maybe be settled in the near future. But people in the rest of Quebec shall know about it and what you told us today and I just want to say again, I repeat myself maybe but the hearings will be on all websites for many years and it's possible for people everywhere in Quebec to go on the website and to listen at your testimony, to listen to what was said to us.

Maybe... I will say it maybe later this afternoon but we have many witnesses, many indigenous leaders, officials who testified, who explained what's going on in the nations, in the communities, and we had also citizens sharing with

1	us good stories and sad ones, we had both.
2	And I understand this morning listening to the
3	Grand Chief, there are great stories, not only sad
4	ones. Great stories shall be expanded elsewhere,
5	sad stories I think there's there shall be some
6	adjustment, improvement so we don't hear sad
7	stories again.
8	So I won't be too long, I think we had
9	something else going on this afternoon and I want
10	to thank you, thank you very much for this
11	presentation, it will help a lot. Thank you.
12	We'll suspend now and we will go on with closing
13	ceremonies. Okay, we'll take a break.
14	SUSPENSION DE L'AUDIENCE
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	

- 165 -

1	
2	I, the undersigned, MONIQUE J. LE CLERC, bilingual
3	Official Court Reporter, hereby certify under my
4	Oath of Office that the preceding pages are a
5	faithful transcript of the recordings submitted,
6	dont outof my conrol, to the best of my ability and
7	knowledge and in accordance with the quality of
8	said recordings. The whole in accordance with the
9	law.
10	
11	AND I HAVE SIGNED :
	upoplater.
12 13	
14	MONIQUE J. LE CLERC, o.c.r.
15	Bilingual Official Court Reporter